

**L'Amérique latine qui se refait : la  
reconstruction de la Bolivie et l'émergence  
d'un réseau continental de commerce  
équitable et d'économie solidaire**

*Marie-Ève Brassard-Duperré  
et Chantale Doucet,  
sous la direction de Louis Favreau*

**Note sur les auteures :**

**Marie-Ève Brassard-Duperré** est travailleuse sociale et détentrice d'une maîtrise en développement régional de l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Elle est agente de développement international à la CRDC.

**Chantale Doucet** est géographe et détentrice d'une maîtrise en études et interventions régionales de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC). Elle est professionnelle de recherche à la CRDC de l'Université du Québec en Outaouais (UQO).

**Note sur le directeur :**

**Louis Favreau** est sociologue, professeur au Département de travail social et de sciences sociales et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) de l'Université du Québec en Outaouais. Membre du CRDT et du CRISES, il est également co-coordonnateur de l'ARUC en développement local de l'UQO et co-coordonnateur du Réseau international de recherche « Création de richesse en contexte de précarité » (CRCP).

*Publication de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)  
de l'Université du Québec en Outaouais*



**Série : Comparaisons internationales, numéro 28**

**ISBN : 2-89251-276-X**

**Mars 2006**

## **Remerciements**

Ce cahier a été réalisé suite à notre participation à la première Rencontre Latino-américaine sur l'Économie Solidaire et le Commerce Équitable qui a eu lieu du 13 au 15 septembre 2005 à Cochabamba en Bolivie. Notre participation à cet événement n'aurait pu être possible sans le précieux soutien de deux organisations clés.

D'abord, nous tenons à remercier l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ) pour son soutien financier essentiel à notre séjour en Bolivie. Non seulement nous a-t-il permis d'assister à la Rencontre et de susciter de nouvelles collaborations avec l'Amérique latine, mais il a également contribué à nous faire découvrir un pays dont l'histoire récente est propice aux réflexions, venant ainsi alimenter notre travail de recherche.

Un merci également à notre centre de recherche, la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC), pour son financement ainsi qu'à son titulaire, Louis Favreau, pour sa motivation inépuisable. Merci de nous faire contribuer à la réalisation de projets de recherche innovateurs et passionnants et de nous permettre de participer à des événements porteurs d'avenir.

Chantale et Marie-Ève

## Table des matières

<b>Remerciements</b>	<b>2</b>
<b>Table des figures</b>	<b>5</b>
<b>1. Amérique latine : les nouvelles dynamiques transnationales à l'œuvre par Louis Favreau</b>	<b>6</b>
1.1 Une autre mondialisation est-elle possible?	6
1.2 Mouvements sociaux, démocratie et développement	8
Bibliographie	10
<b>2. La Bolivie d'Evo Morales, la reconstruction d'un pays par Chantale Doucet</b>	<b>11</b>
2.1 La Bolivie : une expérience propice aux réflexions	11
2.2 Contexte économique, social et politique de la Bolivie	13
2.2.1 <i>Localisation et données générales sur la population et le territoire</i>	13
2.2.2 <i>Le modèle néo-libéral</i>	15
2.2.3 <i>Contexte socio-économique du pays après 20 ans de régime néo-libéral</i>	15
2.3 La Guerre de l'eau et la Guerre du gaz	17
2.4 Lutttes pour une démocratie participative	18
2.5 Le développement local, l'économie populaire et l'économie sociale	19
2.6 Les mouvements sociaux	21
2.6.1 <i>Le mouvement des Sans Terre de Bolivie (MST)</i>	21
2.6.2 <i>Le mouvement des cocaleros et la culture de la feuille de coca</i>	22
2.7 La nécessité de s'insérer dans les institutions d'État pour un véritable changement	25
2.8 Conclusion : les défis et la construction d'alternatives	26
Bibliographie	29

<b>3. Commerce équitable et économie solidaire : la Rencontre latino-américaine d'économie solidaire et de commerce équitable par Marie-Ève Brassard-Duperré</b>	<b>32</b>
3.1 La raison d'être de l'économie solidaire	34
3.1.2 <i>L'économie solidaire latino-américaine à l'heure des traités de libre-échange</i>	36
3.1.3 <i>Les questions de genre dans l'économie sociale et solidaire</i>	39
3.2 Le commerce équitable : les enjeux	41
3.2.1 <i>Importance de développer un marché local</i>	42
3.2.2 <i>Instruments d'appui au commerce équitable</i>	43
3.2.3 <i>La certification des produits équitables</i>	45
3.3 Économie sociale et solidaire et commerce équitable : des expériences latino-américaines qui ont fait leurs preuves	48
3.3.1 <i>L'expérience de développement local de Salinas de Guaranda en Équateur</i>	48
3.3.2 <i>L'expérience de Señor de Mayo de Bolivie : une coopérative de production artisanale</i>	49
3.3.3 <i>L'expérience des Organisations économiques paysannes (OÉCAS) de Bolivie</i>	50
3.4 L'économie sociale et solidaire dans les réseaux internationaux	52
<b>Annexe 1 : Déclaration de Cochabamba</b>	<b>53</b>
Bibliographie	58

## Table des figures

<b>Figure I :</b>	<b>Les Boliviens sont majoritairement des Indiens (70 %)</b>	<b>...13</b>
<b>Figure II :</b>	<b>Carte de la Bolivie</b>	<b>...14</b>
<b>Figure III:</b>	<b>La feuille de coca est utilisée dans les rituels ancestraux comme lors de l'inauguration de la rencontre intercontinentale de Cochabamba qui rendait hommage à la mère Terre Pachamama</b>	<b>...23</b>
<b>Figure IV :</b>	<b>Lors des conférences, des feuilles de coca étaient distribuées pour mastiquer</b>	<b>...24</b>
<b>Figure V :</b>	<b>Conférenciers à la Rencontre latino-américaine d'économie solidaire et de commerce équitable</b>	<b>...33</b>
<b>Figure VI :</b>	<b>Participants à la Rencontre latino-américaine d'économie solidaire et de commerce équitable</b>	<b>...34</b>

# **1. AMÉRIQUE LATINE : LES NOUVELLES DYNAMIQUES TRANSNATIONALES À L'ŒUVRE**

**PAR LOUIS FAVREAU**

Alors que l'Amérique du Nord semble un peu plus sous l'emprise de la droite (États-Unis de Bush et plus récemment, le Canada de Harper), au sud du continent, on assiste plutôt à un retour de la gauche au pouvoir, d'une gauche en partie différente de celle des décennies antérieures, que ce soit au Brésil, en Bolivie, au Venezuela, en Argentine, en Uruguay, ou au Chili... Ce retour d'une politique de gauche en Amérique latine n'est pas étranger à la reprise des mobilisations alliant la contestation des projets néolibéraux à la proposition d'alternatives nouvelles issues des Forums sociaux (Porto Alegre, Caracas) ou des rencontres de réseaux, lesquels tendent à s'internationaliser de plus en plus notamment en commerce équitable et en économie solidaire. Ce cahier vise à fournir une pièce de plus à notre connaissance des nouvelles dynamiques sociales et politiques présentes en Amérique latine<sup>1</sup> à partir de l'expérience particulière de la Bolivie et des réseaux continentaux émergents de commerce équitable et d'économie solidaire que des membres de l'équipe professionnelle de la CRDC sont allés observer sur place.

## **1.1 Une autre mondialisation est-elle possible?**

Du Forum social mondial, né à Porto Alegre en 2001, en passant par les premières Rencontres internationales d'économie sociale et solidaire de Lima (1997), de Québec (2001) et celle de Dakar (2005), des réseaux internationaux nouveaux ont tissé leur toile en s'appuyant sur des milliers d'initiatives économiques, au Nord et au Sud, qui refont le monde, localement du moins, en s'inscrivant dans un mouvement plus vaste de la «société civile» qui se mobilise au plan international. En outre, des sociétés (et leur État) sont en quête d'un développement autre par une économie plurielle et des formes nouvelles de démocratie politique. C'est le cas en Amérique latine du Brésil de Lula depuis 2003 ou aujourd'hui de la Bolivie d'Evo Morales (depuis la fin de 2005). De plus, des solidarités continentales innovatrices se font également jour : c'est le cas des réseaux latino-américain de commerce équitable et d'économie solidaire qui se sont réunis à Cochabamba en septembre dernier et qui tentent de s'organiser à l'échelle du continent.

---

<sup>1</sup> Telle qu'amorcée dans notre ouvrage de 2002 (Favreau et Fréchette) et à notre conférence internationale de 2003 dans les ouvrages de Fall, Favreau et Larose (2004) intitulés 1) *Le Sud... et le Nord dans la mondialisation. Quelles alternatives?* et 2) *Altermondialisation, économie et coopération internationale*.

Dans nos travaux de recherche antérieurs et par l'intermédiaire de la Conférence internationale de Gatineau en 2003, *Le Sud... et le Nord dans la mondialisation, quelles alternatives?*<sup>2</sup>, nous nous sommes attelés au repérage systématique des expériences locales innovatrices mais aussi aux réseaux internationaux qu'elles contribuent à mettre sur pied aujourd'hui pour favoriser le processus de développement d'une mondialisation équitable<sup>3</sup>. Nous avons émis l'hypothèse qu'une nouvelle tendance a surgi, qu'il ne faut pas sous-estimer, à savoir qu'avec la dernière décennie (1995-2005) **de nouveaux mouvements socioéconomiques et sociopolitiques sont apparus**. Et avec eux, qu'il est peut-être permis de voir apparaître, quoique modestement, des expériences originales de développement local ou national.

La mondialisation de la dernière décennie et donc, l'interdépendance accrue entre les nations de la planète tout entière font de la période actuelle une période de profondes mutations qui représentent certes des menaces mais aussi des opportunités. Malgré la déroute des projets de grande envergure (socialiste et « développementiste ») et même si la mondialisation néolibérale représente indiscutablement une tendance forte et durable, le rapport des forces en présence n'est pas à sens unique pour autant. La conjoncture internationale est en effet incertaine et instable. Ce qui signifie que les mouvements sociaux peuvent tirer partie d'une situation nettement moins polarisée et cristallisée qu'à l'époque de la Guerre froide. Comme en témoigne la mobilisation des organisations non gouvernementales internationales (ONGI) lors des nombreux sommets et conférences organisés par l'ONU (Rio, Beijing, Copenhague...), la réponse aux négociations sur la finance et le commerce international (Seattle, Washington, Prague...), et la forte participation lors de Forums sociaux mondiaux, les mouvements sociaux se font davantage entendre aujourd'hui sur la scène mondiale (Fougier, 2004). En outre, avec les années 1990, nous avons assisté non seulement à un regain de la contestation sociale au plan international, mais aussi à la transnationalisation de réseaux, d'organisations et d'entreprises collectives. Aujourd'hui, ces réseaux sont de plus en plus aptes et décidés à participer activement aux grands débats économiques et sociaux portant sur l'avenir de la planète.

---

<sup>2</sup> Pendant deux jours, 432 personnes, 120 organisations, 58 conférenciers dont une majorité en provenance de 12 pays du Sud ont débattu de ce thème.

<sup>3</sup> À partir du réseau international de chercheurs « Création de richesse en contexte de précarité » regroupant une dizaine de pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe. Le dernier colloque de ce réseau s'est tenu à Dakar en novembre 2005 dans les jours qui ont précédé la 3<sup>e</sup> rencontre internationale d'économie solidaire organisée par le RIPESS. Il portait sur l'État social dans une perspective Nord-Sud (Favreau et Fall, 2005). Voir le site en développement international de la CRDC : [www.uqo.ca/ries2001](http://www.uqo.ca/ries2001)

## 1.2 Mouvements sociaux, démocratie et développement

Cette autre mondialisation, celle du mouvement d'ouverture évoquée plus haut, si modeste soit-elle, est en route sous l'effet combiné de l'action des mouvements sociaux, du développement d'alternatives socioéconomiques et de l'action de la coopération internationale. Cette autre mondialisation est un horizon de renouvellement de la **démocratie** et du **développement** tant dans ses théories que dans ses stratégies. De profondes transformations agitent le paysage de la solidarité internationale. La situation exige donc une analyse toujours plus serrée de la conjoncture internationale, une réflexion plus en profondeur sur ce qu'est le développement aujourd'hui et une réflexion plus critique sur la portée réelle des pratiques économiques alternatives à l'heure où tant d'expériences inédites en Amérique Latine, en Afrique, en Asie, en Amérique du Nord et en Europe illustrent potentiellement un renouveau substantiel, mais aussi des limites qu'il convient de mettre en lumière.

Dans ce renouveau, deux questions ressortent :

- 1) la **démocratie** est directement **associée au développement de l'intérieur** : Les modèles «socialiste» et «développementiste » avaient en commun de penser le développement à partir d'une élite dirigeante prenant sur elle l'intérêt général en se gardant pour l'essentiel le pouvoir dans le cadre d'un État centralisateur alors qu'associer la démocratie au développement, c'est favoriser, d'une manière ou de l'autre, diverses composantes de la société civile et leur participation au développement. Les nouveaux gouvernements de gauche en Amérique latine seront-ils à la hauteur de cet enjeu de décentralisation et de mise à contribution des mouvements sociaux?
- 2) Des dynamiques transnationales de **réseaux** émergent dans les années 90 avec les ONG, les associations de migrants, les associations professionnelles, les fondations, les réseaux religieux, les chercheurs... C'est ce qui permet de mieux saisir que le «modèle associatif» à l'échelle internationale est en train de créer des espaces intermédiaires entre le micro et le macro favorisant du coup le décloisonnement entre les cultures et les organisations investies de cadres de référence trop exclusivement nationaux et une plus grande tolérance à l'ambiguïté. Ces réseaux seront-ils en mesure d'assurer une réelle réciprocité entre le Nord et le Sud? Seront-ils capables de conserver ces espaces sociopolitiques comme espaces également de dialogue interculturel?

On sait que des économistes influents, qui n'ont pas une vision néolibérale des choses comme Stiglitz (2002) et Sen (2000), nous disent qu'une **stratégie de développement** peut certes bénéficier d'une aide

extérieure, mais qu'elle n'a d'autre choix que d'être une construction sociale interne, qu'elle n'a d'autre choix que de se fonder sur son capital social, qu'elle n'a d'autre choix que de maîtriser ses politiques publiques, que la construction d'institutions, dispositifs indispensables de tout développement, est forcément, en premier lieu, **un processus de l'intérieur**. Sans doute que les nouveaux gouvernements de gauche en Amérique latine tenteront d'aller dans cette direction mais les obstacles sont considérables quand on sait le poids colossal des bailleurs de fonds internationaux d'une part et d'autre part le poids de traditions héritées des mouvements antérieurs (nationalisme populiste et son héritage centralisateur...).

Mais certains États, des organisations syndicales, des ONG, des associations professionnelles, des collectivités locales, des universités et collèges, des groupes de femmes, des associations diverses... pensent autrement le changement social. L'ambition, le rêve de ces **mouvements citoyens**, celui, entre autres, d'une majorité des participants des Forums sociaux mondiaux n'est-il pas de faire émerger de nouvelles formes de développement et de démocratie? Le réseau continental latino-américain de commerce équitable et d'économie solidaire de même que des pays comme la Bolivie d'Evo Morales sont à suivre de près à cet égard.

La Bolivie est à suivre de près parce que, comme on le verra sous la plume de Chantale Doucet, il s'agit d'un pays à dominante paysanne et indienne qui a désormais à sa tête un leader de ces organisations paysannes et indiennes, ce qui constitue une première en Amérique latine, le Chili de Bachelet étant surtout l'expression des classes moyennes progressistes et du mouvement des femmes et celui du Brésil celui du mouvement ouvrier et syndical.

Les réseaux de commerce équitable et d'économie solidaire se réunissant à l'échelle continentale aussi parce que, comme on le verra avec Marie-Ève Brassard-Duperré, il s'agit là d'une démarche qui va bien au-delà du commerce équitable tel que conçu initialement au Nord avec sa volonté de développer davantage le commerce Sud-Sud, une certification qui soit participative c'est-à-dire multipartenaires Nord-Sud, un commerce équitable qui ne fait pas cavalier seul en développement uniquement des filières sectorielles (café, artisanat...) en cherchant à s'inscrire dans la mouvance plus large de l'économie solidaire... Dossier à suivre.

## **Bibliographie**

Fougier, E. (2004), *Altermondialisme, le nouveau mouvement d'émancipation?* Éd. Lignes de repères, Paris.

Fall, Abdou Salam, Louis Favreau et Gérard Larose (2004), *Le Sud... et le Nord dans la mondialisation. Quelles alternatives?*, PUQ (Québec) et Karthala (Paris).

Favreau, Louis en collaboration avec Abdou Salam Fall (2005). *L'État social dans une perspective Nord-Sud. Essai d'analyse politique*. Cahier publié dans le cadre du colloque Création de richesse en contexte de précarité à Dakar les 17 et 18 novembre 2005.

Favreau, Louis, Gérard Larose et Abdou Salam Fall (2004), *Altermondialisation, économie et coopération internationale*, PUQ (Québec) et Karthala (Paris), 384 pages.

Favreau, L. et L. Fréchette (2002), *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*, PUQ, Québec.

## 2. LA BOLIVIE D'EVO MORALES, LA RECONSTRUCTION D'UN PAYS

PAR CHANTALE DOUCET

### 2.1 La Bolivie : une expérience propice aux réflexions

18 décembre 2005. La Bolivie vient de tourner une page de son histoire en cette journée d'élection en portant au pouvoir Evo Morales qui devient ainsi le premier président de gauche dans le pays et le premier président d'origine indienne du continent. Il a obtenu 54 % des voix au premier tour d'élection. Du jamais vu, signe de l'appui de la population pour la reformulation d'un nouveau projet politique plus près de ses intérêts. Car les vingt ans de pratiques néo-libérales imposées par les institutions économiques internationales, et qui a misé sur une politique unilatérale de privatisation, a laissé le pays dans un état lamentable. Aux prises avec une triple crise politique, économique et sociale, les problèmes qui minent le pays sont nombreux : le déficit démocratique, l'ingérence de multinationales, la privatisation, l'accroissement de la pauvreté, la précarisation sont parmi les principaux. En outre, le modèle a engendré de plus en plus d'exclus qui, paradoxalement, forment aujourd'hui la majorité avec plus de 60 % de la population.

Malgré le peu de moyens à sa disposition, la population s'est mobilisée et organisée afin de mener un combat de tous les instants contre les politiques imposées. Sous cette poussée, de forts mouvements sociaux sont nés qui ont mené à plusieurs victoires, qui sont loin d'être banales : ils ont réussi à faire reculer d'un pas la privatisation, ont renversé le gouvernement en place et aujourd'hui, ils ont choisi une voie politique alternative en portant au pouvoir, démocratiquement, le parti de gauche qui prône la reconstruction d'un État davantage équitable, démocratique, avec une nouvelle légitimité tout en valorisant la société civile. Un défi de taille dans un pays où la société civile n'a eu aucun pouvoir légitime jusqu'à maintenant et où l'État a été relégué au

*« Le plus souvent absente des actualités internationales, la Bolivie a été depuis la colonisation espagnole, au cœur de l'histoire. Laboratoire de globalisation, banc d'essai de la contestation, le pays concentre tous les défis du troisième millénaire : la justice sociale, la pluralité ethnique, la coexistence religieuse, le renouveau politique »  
(Marthoz, 2002 : 2).*

second plan au profit de la domination des lois du marché. Cette reconstruction qui propose une alternative au capitalisme sera-t-elle possible? Et si oui, comment se fera t-elle?<sup>4</sup>

Certes, à moins d'être devin, on ne peut répondre à ces questions actuellement, mais à travers les luttes menées dans le pays, nous pouvons déjà fournir quelques pistes sur l'orientation que les Boliviens souhaitent prendre dans cette reconstruction. Car le processus est bel et bien amorcé, du moins à l'échelle locale, dans l'organisation des communautés.

Dans cette première partie du cahier, nous proposons donc de tracer le récit des principaux enjeux qui ont secoué la Bolivie au cours de cinq dernières années. Outre l'échec de la politique néo-libérale, le récit permet de rendre compte de la combativité d'un peuple qui a su faire évoluer ses revendications vers l'émergence d'un nouveau projet politique. Malgré cet étonnant parcours, les luttes sociales des Boliviens sont peu médiatisées et rares sont ceux, du moins au Nord, qui connaissent un tant soit peu ce pays. C'est à la suite de lectures préparatoires en vue de notre participation à la rencontre intercontinentale de Cochabamba en Bolivie que nous avons nous même pu en apprendre davantage sur le pays<sup>5</sup>. Nous ne pouvons passer sous silence nos découvertes et par ce cahier, nous espérons participer à la diffusion de l'expérience bolivienne dont le caractère très innovateur est propice aux réflexions.

Dans cette perspective, le récit débute en situant le contexte économique, social et politique du pays pour ensuite évoquer les luttes sociales et les acquis des cinq dernières années. Nous aborderons, par la suite, la participation des initiatives de développement local, d'économie populaire et des mouvements sociaux dans le renouveau du pays. Finalement, la conclusion résume les défis à venir et les pistes qui conduiront à la reconstruction d'un nouveau modèle de développement.

---

<sup>4</sup> Ces questions étaient au coeur du deuxième colloque du réseau Création de richesse en contexte de précarité (CRCP) qui avait lieu à Dakar en novembre dernier et qui s'intitulait : *État social. Construction au Sud, renouvellement au Nord : utopie mobilisatrice?* Le présent texte s'appuie d'ailleurs sur le cahier d'introduction du colloque, dont la référence est la suivante : Favreau, Louis en collaboration avec Abdou Salam Fall (2005). *L'État social dans une perspective Nord-Sud. Essai d'analyse politique*. [www.uqo.ca/ries2001/creation/activites/activites.html](http://www.uqo.ca/ries2001/creation/activites/activites.html) Les réflexions issues du colloque feront également l'objet d'un ouvrage publié en 2007.

<sup>5</sup> La bibliographie présente l'ensemble des textes qui ont permis d'écrire cette partie du cahier.

## 2.2 Contexte économique, social et politique de la Bolivie

### 2.2.1 Localisation et données générales sur la population et le territoire

La Bolivie est un pays enclavé au centre de l'Amérique latine. Il partage des frontières communes avec le Chili à l'ouest, le Pérou au nord-ouest, le Brésil au nord et à l'est, le Paraguay au sud-est et l'Argentine au sud (voir figure II). Le pays qui compte 8,8 millions d'habitants en 2003 est une république fédérale divisée en 9 départements : Santa Cruz, Potosi, Pando, La Paz, Cochabamba, Oruro, Beni, Tarija et Chuquisaca. La Bolivie dispose de deux capitales : La Paz est le siège du gouvernement tandis que Sucre est la capitale constitutionnelle et le siège de l'autorité judiciaire. Cochabamba est la troisième ville en importance. C'est le pays d'Amérique latine qui concentre la plus forte proportion d'indiens (principalement des quechuas et des aymaras), avec 70 % de sa population.

**Figure I : Les Boliviens sont majoritairement des Indiens (70 %)**



Source : Photo de la CRDC, septembre 2005

Figure II : Carte de la Bolivie



Site de l'Organisation des Nations Unies, section de la Cartographie : [www.un.org/Depts/Cartographic/map/profile/bolivia.pdf](http://www.un.org/Depts/Cartographic/map/profile/bolivia.pdf), consulté en septembre 2005

### **2.2.2 Le modèle néo-libéral**

Ce n'est qu'en 1983, sous la poussée des mouvements sociaux et des partis progressistes, que la Bolivie est devenue un État démocratique après des décennies de dictatures militaires. Fortement encouragée par les institutions de Bretton Woods, la mise en place d'un modèle néolibéral en 1985 pour relancer le développement du pays suscite, d'une part, beaucoup d'espoir au sein du gouvernement. D'autre part, le modèle néolibéral a ouvert un espace démocratique pour les mouvements sociaux leur offrant ainsi des possibilités de mieux organiser la lutte pour de meilleures conditions de vie.

À partir de ce moment, les stratégies de développement misent sur les lois du marché (la liberté de l'offre et de la demande, donc la concurrence) dans toutes les sphères d'activités. Dans cette logique, le rôle économique et social de l'État est réduit à sa plus faible expression et la privatisation des entreprises publiques est prisée et même exigée par les institutions internationales qui profitent de la dette internationale contractée par la Bolivie pour s'ingérer dans les décisions politiques du pays. La dette de la Bolivie fût contractée en grande partie lors de la dictature en 1970 et atteint 7,9 milliards de dollars canadiens en 2004.

C'est toutefois à partir de 1993, avec l'élection de Gonzalo Sanchez de Lozada, multimillionnaire et proche du gouvernement américain, que la Bolivie connaîtra une ère de néolibéralisme sauvage. En échange de promesses d'investissement, les entreprises publiques de tout acabit (les centrales électriques, la compagnie aérienne, le secteur des télécommunications, les chemins de fer nationaux, les mines et les ressources naturelles telles que le pétrole, etc.) sont cédées à des multinationales. À la fin des années 1990, les multinationales contrôlent 35 % du PIB du pays (Poupeau, 2002 : 138) et profitent d'un impôt instauré par la loi de capitalisation parmi les plus bas au monde (Chavez, 2005). Ce désengagement de l'État au profit des capitaux étrangers devait contribuer à augmenter les richesses dans le pays. Qu'en est-il aujourd'hui après vingt ans de ce régime?

### **2.2.3 Contexte socio-économique du pays après 20 ans de régime néo-libéral**

Le FMI considérait la Bolivie comme un de ses meilleurs élèves en matière de réforme (Dewez, 2002). Mais les résultats n'ont pas été ceux escomptés, du moins pour la population, et peuvent facilement être qualifiés de catastrophiques à la lumière des récents indicateurs socio-économiques. Le pays est extrêmement pauvre : en 2003, l'indice de développement humain (IDH) est évalué à 0,687; classant la Bolivie au 113<sup>e</sup> rang sur 177 pays. Il est le deuxième pays le plus pauvre et le plus inégalitaire en Amérique latine juste après Haïti. Si les politiques néolibérales ont favorisé la croissance des

multinationales, elles n'ont toutefois pas contribué au développement de la population qui s'est appauvrie et précarisée. À ce propos, Chavez (2005) mentionne comme exemple la stagnation du revenu par habitant qui n'est passé, en vingt-cinq ans, que de 940 à 960 dollars annuellement. En fait, 63 % de la population est pauvre, dont 37 % très pauvre (2000, données du PNUD). Les pertes d'emplois liés notamment aux compressions de l'État se comptent par milliers et les taux d'intérêt ont connu de fortes augmentations, surtout pour les crédits aux petits entrepreneurs, entraînant plusieurs faillites (Langlois, 2003 : 2).

Pourtant, le sous-sol de la Bolivie regorge de richesses naturelles (des minerais, de l'argent, de l'étain, du caoutchouc). Les réserves de gaz naturel, dont certaines qui ont été découvertes récemment, sont les deuxièmes plus importantes en Amérique du Sud après celles du Venezuela. Mais voilà, comme le mentionnent plusieurs auteurs, le pillage des ressources résume bien l'histoire de la Bolivie qui se perpétue encore aujourd'hui avec la dépossession non seulement de son sous-sol mais également de son patrimoine public.

S'ajoute de fortes disparités : 10 % de la population la plus riche a davantage d'argent que 70 % de celle qui est pauvre (Econoticias, 2003). La majorité des richesses et des postes de pouvoir sont détenues par la population blanche, si bien que plusieurs analystes évoquent une fracture sociale, ethnique et régionale en Bolivie, jusqu'à parler d'apartheid social.

« Il s'agit d'un État raciste, tant par son intégration que par ses attitudes envers la majorité de la population. Il est presque impossible qu'un Indien (pauvre, qui ne parle pas bien espagnol et qui s'habille de façon traditionnelle) gagne un procès devant les tribunaux contre un blanc qui domine les codes hégémoniques de l'administration et qui a des ressources et de l'influence » (Zibechi, 2005).

À cet effet, le système politique du pays est fortement corrompu comme en témoigne l'Indice de Perception de la Corruption de 2001 publié par la Transparency International, une ONG mondiale de lutte contre la Corruption. Calculé sur 10 points, un indice inférieur à 5 indique une forte corruption au sein des gouvernements et des administrations publiques. Or, la Bolivie obtient un résultat inférieur à 2, ce qui place le pays parmi les plus corrompus au monde.

**« C'était une démocratie parfaite. Ne respectait-elle pas les deux droits humains fondamentaux : liberté de la presse et liberté politiques? Que le droit au travail, le droit au logement, le droit à la santé, le droit à l'éducation, le droit à l'alimentation et tant d'autres droits tout aussi fondamentaux y aient été systématiquement piétinés ne diminuant en rien, semble-t-il, la « perfection démocratique » de cet État » (Ramonet, 2003 : 1).**

Mais la Bolivie est constituée de paradoxes. Même dans un contexte aussi fragile, la population reste forte et se soulèvera à partir de l'an 2000 afin de lutter contre les inégalités. Voici quelques moments cruciaux des luttes sociales et des revendications menées par les populations.

### 2.3 La Guerre de l'eau et la Guerre du gaz

La décision de privatiser l'eau dans la ville de Cochabamba au début de l'année 2000, conformément aux exigences de la Banque Mondiale, a marqué un tournant décisif dans l'histoire de la Bolivie. Le secteur de l'eau, qui était géré par les structures municipales, est alors confié à l'entreprise américaine Bechtel qui s'empressa, comme première manœuvre, d'augmenter les tarifs jusqu'à 300 % dans certains endroits. Cette privatisation fût la goutte qui fit déborder le vase soulevant l'ire de la population et de divers acteurs sociaux qui exigent alors la rappropriation de cette ressource essentielle à la vie. Pour faire entendre leur voix, les manifestations se succèdent, les routes de la ville sont bloquées et le mouvement de résistance civile refuse de payer la facture des services de l'eau.

En avril 2000, la pression est si forte que le gouvernement n'a d'autre choix que d'abdiquer et de déprivatiser l'eau en remettant en place, comme l'exige la population, une gestion publique de l'eau dans laquelle la population prend part aux décisions. Dans ce bouillonnement naît un comité de défense de l'eau baptisée la Coordinadora qui prendra par la suite beaucoup de place dans les luttes sociales en Bolivie. La guerre de l'eau, nom donné à cette période, sera le début d'une suite de revendications.

En février 2003, afin de réduire le déficit fiscal, le FMI exige du gouvernement d'imposer un impôt sur les salaires ce qui attise la fureur de la population. Même le corps de police se révolte et affrontera l'armée. Le gouvernement n'eut d'autre choix que d'annuler la mesure.

En automne 2003, d'autres émeutes éclatent. Cette fois, l'objectif est de freiner le projet d'exportation du gaz vers la Californie et le Mexique avec le consortium Pacific LNG composé de compagnies espagnoles, anglaises

*« Aujourd'hui, beaucoup croient que nous avons obtenu le retour définitif de l'eau dans la sphère publique. Ce n'est pourtant pas notre objectif primordial. Si nous ne croyons pas que l'entreprise qui gère les eaux doit être totalement privatisée, nous ne voulons pas non plus qu'elle devienne un monopole d'État. Il faut une gestion différente. Les privés volent l'entreprise, mais dans les mains de l'État, elle est utilisée d'une façon absolument intéressée. Nous voulons une gestion de l'eau avec un sens social, un contrôle social. Les consommateurs d'eau doivent pouvoir prendre des décisions sur la politique générale des eaux » (Oscar Oliviera, dirigeant de la Coordinadora de l'eau et de la vie à Cochabamba, 2002 : 36).*

et américaines. Comme moyens de contestation, on assiste à des grèves contre la vente de gaz, à l'encerclement des centres de distribution de carburants et au blocage des routes, ce qui paralyse à la fois le transport, la source d'énergie, l'activité économique et contribue à isoler les villes.

Le gouvernement réagira à ces deux dernières crises par la violence. Le bilan désastreux - 80 morts et 400 blessés - conduira à la démission du président en place, Gonzalo Sanchez de Lozada, qui fuit vers les États-Unis. La majorité de la population revendique que ce dernier soit jugé par les tribunaux boliviens. Jusqu'à maintenant aucune démarche n'a été entreprise en ce sens et l'ex-président est toujours aux États-Unis.

Le président est remplacé par Carlos Mesa qui promet de répondre aux revendications des mouvements sociaux. En juillet 2004, il organise un référendum sur la question de la récupération des hydrocarbures. Les résultats sont clairs : 70 % sont en faveur. Mais la loi qui sera approuvée en mai 2005 impose une augmentation des impôts des compagnies, sans pour autant en récupérer la propriété. Ni les multinationales qui dénoncent les hausses d'impôt, ni la population qui se sent flouée ne sont satisfaites devant ce projet de loi. On assiste à de nouveaux soulèvements et dans l'impasse, Mesa démissionne. Il sera remplacé temporairement par Jorge Quiroga, dont le principal objectif est de mener le pays vers une élection présidentielle en décembre. Ce qu'il fera.

En janvier 2005, entre le référendum et l'adoption de la loi, une deuxième guerre de l'eau est déclenchée mais cette fois-ci dans l'ouest du pays à El Alto, une banlieue très pauvre de La Paz. La compagnie Suez-Lyonnaise, qui fournit les services en eau, favorise les secteurs qui génèrent des bénéfices, au détriment des plus pauvres. La population exige son expulsion, ce qui donnera lieu, après une période de fortes manifestations sous la poussée des comités de quartiers, à une rupture de contrat.

## **2.4 Luites pour une démocratie participative**

La raison du soulèvement des populations est claire : il signifie le refus d'un modèle économique imposé qui ruine les populations et détourne les richesses vers les pays du Nord. Mais au-delà de ces luites, les Boliviens dénoncent également l'absence d'un débat public sur la gestion des ressources et l'exclusion des populations dans la prise des décisions. Bref, la démocratie est en cause car le pouvoir du pays est aux mains des étrangers. Les Boliviens réclament donc une véritable démocratie participative avec une représentation plus large de la société civile pour participer aux décisions et défendre leurs intérêts. Ils proposent la création d'une assemblée constituante comme instrument de démocratie participative.

« La mission fondamentale et principale de cette assemblée du peuple consiste à réorganiser le pays, à traiter de thèmes fondamentaux, à élaborer – par et pour le peuple bolivien – une nouvelle constitution, à émettre de nouvelles bases légales en abrogeant des lois existantes qui vont à l’encontre des intérêts du citoyen » (Cantin, 2004).

La population d’un des pays les plus pauvres du globe se mobilise, réclame, propose et réussit, malgré son exclusion, à se faire entendre et à freiner les projets du gouvernement et des institutions internationales jusqu’à l’expulsion de certaines multinationales et du gouvernement en place. Comment s’y est-elle prise ? L’ampleur de la population mécontente est certes un facteur qui a contribué à ces réussites, mais sans mobilisation et sans organisation, la victoire n’aurait sans doute pas été aussi importante. À la lecture de plusieurs documents qui relatent les événements et la situation en Bolivie, nous avons identifié deux facteurs mobilisateurs et structurants qui ont été déterminants dans la construction d’un projet commun mobilisateur : 1) le développement local et l’économie populaire 2) les mouvements sociaux.

## **2.5 Le développement local, l’économie populaire et l’économie sociale<sup>6</sup>**

Le désengagement de l’État en Bolivie ainsi que la crise économique des dernières années a favorisé l’émergence d’associations, de regroupements et d’organisations d’économie populaire. Selon le Bureau international du travail (2002), l’emploi dans le secteur informel en pourcentage de l’emploi total est estimé entre 50 % à 69,9 % en Bolivie. Mais en milieu rural, le pourcentage est beaucoup plus élevé. Laisée pour compte, la population s’est également organisée localement au plan démocratique avec la création d’espaces publics, d’organisations syndicales et d’assemblées de quartier. En marge du pays, les Boliviens ont donc construit, souvent pour survivre, une économie et une démocratie parallèle. Ce phénomène mérite qu’on s’y attarde quelque peu, car il a contribué aux luttes mobilisatrices et à l’émergence des mouvements sociaux.

---

<sup>6</sup> Pour une définition de l’économie informelle, l’économie populaire et l’économie sociale et solidaire, nous vous suggérons de consulter l’Observatoire en économie sociale et en développement régional à l’adresse suivante : [www.uqo.ca/observer](http://www.uqo.ca/observer) De plus, pour une réflexion plus poussée sur les diverses pratiques novatrices d’altermondialisation, d’économie sociale et de coopération internationale, nous vous suggérons les deux ouvrages suivants :

- Favreau, L., G., Larose et A. S. Fall (2004), *Altermondialisation, économie et coopération internationale*, PUQ (Québec) et Karthala (Paris), 384 pages.
- Fall, A. S., Favreau, L. et G. Larose (oct. 2004), *Le Sud et le Nord dans la mondialisation. Quelles alternatives?*, PUQ (Québec) et Karthala (Paris).

À preuve, les forts mouvements de contestation qui ont secoué la Bolivie proviennent de deux principaux pôles : la municipalité de El Alto (à proximité de La Paz) et la région de Cochabamba et de Santa Cruz. Or, ces régions s'appuient sur une forte présence d'organisations locales, collectives et participatives et l'économie populaire y est importante.

La première, El Alto, composée majoritairement d'indiens aymaras dont une grande majorité sont pauvres et n'ont pas accès aux services élémentaires, témoigne bien d'une économie et d'une organisation parallèle en Bolivie. « Cette société possède ses propres institutions politiques et sociales, sa propre économie et une culture nettement différente de la société « officielle », métisse et blanche, qui se fonde sur les institutions d'État et l'économie de marché » (Zibechi, 2005)<sup>7</sup>. Exclue du marché de l'emploi, la

*« Au Sud, la question de l'État social suscite encore plus de débats car l'économie de ces pays a été profondément précarisée par les ajustements structurels imposés par les institutions économiques internationales. Cette dégradation de l'activité économique a entraîné une déqualification des services publics, une crédibilité quasi-nulle de l'État tandis que l'économie populaire est devenue le moyen de survivre non seulement pour les pauvres, mais aussi pour les classes moyennes » (Favreau, 2005 : 1).*

population travaille essentiellement dans cette économie populaire sur la base de l'unité familiale. La ville est également organisée sur des bases sociales (association de quartiers, de mères, de jeunes, culturelle, etc.) et économiques (micro-entrepreneurs, artisans, commerçants, etc.). Une gestion collective prime dans tous les domaines et c'est ce qui a joué un rôle décisif dans le soulèvement populaire contre la privatisation de l'eau en 2005 ou, pas moins de 60 assemblées de quartiers de El Alto, ont participé.

Dans la région de Cochabamba et de Santa Cruz, il y a plusieurs associations syndicales dans divers secteurs. Mentionnons notamment les organisations paysannes dont celles des producteurs de coca et des défenseurs de l'eau. Il existe également plusieurs coopératives d'eau de quartier, regroupant des dizaines, voir des centaines de familles, qui ont construit un puit collectivement pour faire face à la pénurie d'eau.

« Il existe tout un modèle de gestion décentralisée de l'eau, gérée par les habitants. Ce modèle est en train de se répandre. Ces coopératives, vieilles de 20 ans dans l'Est, dans les zones périurbaines de Santa Cruz, ont généré un changement très fort dans les relations sociales au cœur de cette ville et dans la région. À tel point qu'une des bases les plus importantes du Front national de défense de l'eau et des services de base et de la vie est à Santa Cruz » (Oscar Olivera, cité dans Zibechi, 2005).

---

<sup>7</sup> Pour en savoir plus sur El Alto et son organisation, voir l'article de Zibechi, Raul (2005) intitulé *El Alto : un monde nouveau à partir de la différence*, diffusé sur le site du RISAL [www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net).

Ces associations ont joué un important rôle dans la mobilisation de la population et ont contribué à la formation d'importants mouvements sociaux<sup>8</sup>.

Ces organisations collectives de base, qui ont déjà initié un processus de démocratie participative, témoignent de la volonté et de la capacité de la population à prendre son développement en main. Mais bien plus, elles viennent confirmer que des alternatives autres que celles instaurées par l'État et le privée sont possibles à travers une gestion commune des biens collectifs (Favreau, 2005 : 24). Ces communautés ont amorcé un premier développement, celui des territoires et de l'économie populaire<sup>9</sup>.

## **2.6 Les mouvements sociaux**

Si la population opprimée de la Bolivie a fait des avancées au cours des dernières années dans la construction d'un projet commun, c'est en grande partie grâce aux mouvements sociaux qui sont qualifiés comme étant les plus forts du continent. Certains sont en émergence et d'autres se sont consolidés jusqu'à s'inscrire dans le paysage politique de la Bolivie. À travers plusieurs enjeux, soit la réappropriation des terres, l'apartheid social, la culture de la feuille de coca et l'ingérence internationale, nous vous présentons deux mouvements sociaux : le mouvement des Sans Terre de Bolivie et le mouvement des cocaleros.

### **2.6.1 Le mouvement des Sans Terre de Bolivie (MST)**

Le mouvement des Sans Terre de Bolivie, contrairement à celui du Brésil<sup>10</sup>, est récent. Il regroupe les paysans et indigènes sans terre ou qui en ont insuffisamment pour subvenir à leur besoin et vise à récupérer une partie de ces terres qui ont été perdu lors de la conquête espagnole mais également durant la période républicaine. Sans terres, plusieurs ont migré vers la ville sans pour autant trouver un emploi. Aujourd'hui, dans la partie ouest du pays qui est très peuplé, les terrains agricoles sont surexploités et il y a peu de possibilité pour un retour aux terres. Par contre, à l'est du pays dans les basses terres, la densité

---

<sup>8</sup> Ce constat rejoint les conclusions de deux ouvrages réalisés dans le cadre des travaux du groupe de recherche Création de richesse en contexte de précarité (Favreau, Fall et Larose, 2004 et Fall, Favreau et Larose, 2004).

<sup>9</sup> Voir à ce propos la partie qui suit sur la rencontre de Cochabamba qui présente des initiatives locales porteuses de développement en Amérique latine et en Bolivie.

<sup>10</sup> Le Mouvement des Sans Terre (MST) du Brésil est un large mouvement à caractère syndical, populaire et politique. Il lutte pour la terre, la réforme agraire et le changement social au Brésil. Depuis sa création en 1984, il a connu un tel essor qu'aujourd'hui il est devenu un acteur incontournable tant au Brésil que sur le plan international (source : [www.france-fdh.org/terra](http://www.france-fdh.org/terra), consulté en février 2006). Aujourd'hui, le MST regroupe 1,5 millions de personnes (300 000 familles dans les *asentamientos* (terres conquises), 150 000 encore dans des *acampamentos* (occupations). Pour en savoir plus, visitez le site officiel du MST du Brésil à l'adresse suivante : [www.mst.org.br](http://www.mst.org.br).

de la population est faible et les terres agricoles appartiennent à une poignée de grands propriétaires terriens, principalement des blancs, signe d'un apartheid social dans le pays. À cet effet, la région de Santa Cruz, la plus agricole de la Bolivie, a échappé aux réformes agraires qui ont eu lieu en 1953 et en 1983 dans le reste du pays.

En 2004, le mouvement des sans terre comptait 5 000 affiliés et 20 000 membres indirects (Ferrari, 2004) qui revendiquent la légalité et la légitimité de la propriété des terres dans une optique de pérennité de la ressource agricole. Le mouvement défend également un système communautaire et solidaire favorisant la participation citoyenne (Solibamba, 2005). Il s'appuie sur des assises locales, comme l'organisation des Femmes sans terre de Cochabamba, qui proposent diverses activités comme des ateliers de formation sur la démocratie participative et organisent différents événements revendicateurs. Le mouvement est encore en émergence, mais « vit cependant un processus accéléré de consolidation à la faveur de l'ampleur des protestations, de la lutte sociale et de l'organisation collective » (Ferrari, 2004).

## 2.6.2 Le mouvement des cocaleros et la culture de la feuille de coca

La Coca est connue, en Bolivie, sous l'appellation de la feuille sacrée des Incas. Elle est en effet utilisée depuis la nuit des temps par la population andine à diverses fonctions. Elle compense pour la raréfaction de l'oxygène en montagne. Les touristes qui se rendent dans le secteur de la Paz, situé à 4500 mètres d'altitude, l'utilisent d'ailleurs pour contrer les effets de l'altitude. Elle procure également de l'énergie et assouvit la faim. Ses propriétés médicinales sont nombreuses : elle soigne les affections de la gorge, les voies respiratoires, elle combat la carie, etc. Elle est également utilisée dans les cérémonies religieuses traditionnelles. En somme, elle est fortement ancrée dans la culture de la population.

Toutefois, depuis les dernières décennies, la feuille de coca est également utilisée comme pâte de base dans la production de cocaïne, une drogue puissante qui stimule le système nerveux central et qui peut conduire à une forte dépendance. La culture de coca devient donc, au cours des années 80, au centre d'un trafic illégal important, en partance vers les États-Unis et l'Europe.

*« Dans un rapport à la Commission des droits de l'homme de l'ONU de 1996, l'on pouvait lire que le problème de la Bolivie était « l'ingérence de la communauté internationale dans l'administration de la justice par le biais de mécanismes d'interdiction et de programmes d'éradication de la drogue » (Verdière, 2001).*

Pour contrer ce narcotrafic, les États-Unis instaurent en 1988 une politique drastique antidrogue. Appelée l'option Zéro coca, la politique a pour objectif son éradication et impose l'arrachage forcé des plants de coca en Bolivie mais également dans les pays voisins en Colombie, en Équateur et au Pérou. Une grande partie des Boliviens croit que la coca n'est qu'un prétexte du gouvernement américain pour militariser le territoire et mettre en place un état de siège non déclaré (Langlois, 2003 : 3). Il est donc interdit de la cultiver, de la consommer et de la commercialiser, sauf pour des raisons traditionnelles : elle est effectivement autorisée dans la région des Yungas (une production de 120 000 hectares de coca) pour la consommation nationale.

Or, comme nous l'avons mentionné précédemment, la feuille de coca recèle d'immenses potentiels qui pourraient être mis à profit dans la production de produits de deuxième transformation : médicaments, aliments, dentifrice... Mais identifiée comme une drogue par la Convention de Vienne en 1961, la coca est interdite de même que ces dérivés.

**Figure III : La feuille de coca est utilisée dans les rituels ancestraux comme lors de l'inauguration de la rencontre intercontinentale de Cochabamba qui rendait hommage à la mère Terre Pachamama**



Source : photo de la CRDC, septembre 2005

**Figure IV : Lors des conférences, des feuilles de coca étaient distribuées pour mastiquer**



Source : photo de la CRDC, septembre 2005

Pour démontrer l'absurdité de cette interdiction, plusieurs font l'analogie suivante : tout comme la feuille de coca n'est pas de la cocaïne, le raisin n'est pas du vin. Même chose pour le tabac aux États-Unis. Mentionnons également que la convention de Vienne fait une exception pour l'entreprise Coca-cola, une multinationale américaine, qui utilise la feuille de coca dans ses produits.

Cette politique menée par l'extérieur engendre une importante crise économique car la culture de la coca, bien adaptée au sol et au climat de la Bolivie, rapportait annuellement 400 millions de dollars, soit 3 % du PIB, et employait 40 000 emplois directs et indirects (Dewez, 2002). Pour contrer les effets pervers de son éradication, des cultures alternatives d'exportation (bananes, ananas) ont été implantées. Mais elles ont bien vite démontré leurs limites, notamment parce que ces productions étaient peu rentables et qu'il n'y avait pas d'ouverture de marché, une autre conséquence de la domination du Nord sur le Sud :

« Comme l'ont signalé Iban de Rementería et Hugo Cabieses<sup>11</sup>, la crise agricole des pays du Sud est une conséquence des politiques de subventions agricoles des pays du Nord, qui font baisser les prix agricoles internationaux en dessous des coûts de production; empêchant ainsi que les producteurs du Sud puissent devenir des

---

<sup>11</sup> L'économie politique des drogues dans les années 90 : note de synthèse dans M. Hopenhayn. Le fossé des Drogues. Désintégration sociale et politiques publiques en Amérique latine.

concurrents sur les marchés internationaux et sur les marchés locaux avec les importations non-protégées aux droits de douane compensatoires. Ainsi qu'il a été signalé à plusieurs reprises, c'est un thème qui reste en relation étroite avec la culture et la production de drogues dans le Sud » (Groupe Volontaires Outre-Mer, 2003, www.gvom.ch).

Pour contester l'option Zéro Coca et revendiquer le droit de produire la feuille interdite, les producteurs se sont regroupés en Fédération des syndicats de cocaleros qui deviendra l'un des plus importants et influents mouvements sociaux en Bolivie : le mouvement des cocaleros sera de toutes les batailles.

Mais malgré la force des mouvements sociaux et les brèches qu'ils ont réussi à colmater dans les pratiques inéquitables qui sévissent dans le pays, les réels changements tardent à s'imposer. Se pose alors la nécessité de transposer les revendications et les propositions à l'échelle nationale avec la construction d'un projet politique et national alternatif.

## **2.7 La nécessité de s'insérer dans les institutions d'État pour un véritable changement**

Dans la mouvance qui secoue le pays depuis le début du millénaire, deux importants partis politiques de gauche prennent racine : le parti politique Movimiento Al Socialismo (MAS) porté par le leader Evo Morales, un Indien aymara et le Mouvement Indigène Pachacuti (MIP) avec son président Felipe Quispe Huanca, également d'origine autochtone. Il s'agit des deux premiers candidats présidentiels d'origine indienne. Issu du mouvement des cocaleros, le MAS revendique bien sûr le droit de cultiver la feuille de coca, sans pour autant appuyer le narcotrafic. Mais à travers son discours anti-néolibéral qui critique les modèles de privatisation, l'ingérence nord-américaine, la corruption et l'Accord de libre-échange entre les pays andins et les États-Unis, il propose également un modèle davantage centré sur la culture locale avec l'organisation d'une assemblée constituante, la renationalisation des hydrocarbures, un moratoire sur la dette extérieure bolivienne et une nouvelle réforme agraire.

*« Pour les cocaleros – Morales en tête – il s'agit de défendre le droit des paysans à récolter la feuille andine « millénaire » malgré ses liens avec le narcotrafic. Ce combat, d'abord corporatiste puisqu'il concerne la subsistance des familles paysannes, est alors investi d'une dimension symbolique: la résistance culturelle, la défense de la véritable identité bolivienne. Le slogan « causachun coca » – « vive la coca » – devient un cri de ralliement pour de nombreux mouvements sociaux, et l'enjeu de la contestation prend une dimension nationale. Le MAS s'éloigne peu à peu de son origine strictement sectorielle » (Casen et Sommerer, 2005 : 3).*

À l'élection de juin 2002, le MAS créa une surprise en arrivant second avec 20,5 % des votes, juste derrière le candidat de la droite néo-libérale Sanchez de Lozada qui obtint quant à lui 22 %. Le MIP remporta 6 %. Malgré le fait que le poste à la présidence leur glissa des mains, le MAS et le MIP obtinrent 41 sièges de députés, formant un important bloc parlementaire d'opposition composée d'indiens. Une première dans l'histoire de la Bolivie. L'usage des langues indigènes (aymara, quechua et guarani) lors des débats parlementaires fût la première mesure imposée par les nouveaux partis. « Ce fut le premier signe symbolique du refus du discours dominant, entretenu par les élites patronales, et de sa redéfinition en fonction des mouvements sociaux populaires » (Chavez, 2005).

À la fin de 2005, le MAS, toujours avec Evo Morales à sa tête, vient d'être porté au pouvoir. Un choix qui risque d'entraîner plusieurs changements dans le pays qui seront, espérons-le, en faveur de la population. On le souhaite, mais le défi sera de taille.

## **2.8 Conclusion : les défis et la construction d'alternatives**

Au cours des cinq dernières années, les Boliviens ont connu des avancées dans leurs luttes sociales. Ils ont réussi à dénoncer les politiques néolibérales, à mettre en retrait deux présidents et deux multinationales et finalement à élire un parti de gauche qui prône un modèle alternatif, avec à sa tête un Indien. Cette élection annonce un changement radical dans la façon de gouverner et dans les décisions politiques à venir en Bolivie. L'élection d'un indien, qui vient ainsi poser la question de la représentativité de la population et de la démocratie pourrait bien avoir des répercussions non seulement en Bolivie mais également dans d'autres pays andins :

« Si Morales devenait finalement lors des élections le prochain président bolivien, cela aurait pour conséquence de modifier l'ensemble du rapport de forces dans les Andes puisque des mouvements indigènes comparables dans les pays voisins demandent également leur part de pouvoir » (Gott, 2005).

Malgré ces victoires, changer le modèle en place sera difficile car les obstacles sont nombreux. D'abord, sous l'effet de la globalisation, la dépendance de la Bolivie avec l'extérieur s'est accrue rapidement. Les multinationales supportées par les grandes puissances mondiales exercent de fortes pressions pour libéraliser l'économie. Déjà les États-Unis ont menacé de couper l'aide en provenance de la coopération internationale si le pays s'engageait sur des voies étrangères à ceux dictés actuellement. Mais les pays limitrophes à la Bolivie comme le Chili et le Brésil, ont également plusieurs intérêts en Bolivie,

notamment avec l'exploitation des hydrocarbures et pourraient également exercer de fortes pressions. Par ailleurs, la dette extérieure paralyse le pays.

Mais les défis viennent également de l'intérieur. Dans les régions de Santa Cruz et de Tarija qui concentre la plus grande partie des richesses en ressources naturelles, les classes économiques dominantes revendiquent une autonomie du territoire afin de contrôler les ressources. Ceux qu'elles représentent sont minoritaires en nombre mais possèdent tout de même un grand pouvoir économique et décisionnel. De plus, au sein même de la gauche, il y a un clivage. Ainsi, les mouvements sociaux radicaux sont très critiques par rapport au MAS. Dans ces conditions, comment relancer le développement?

L'articulation d'un nouveau modèle qui proposera une alternative au néo-libéralisme sera certes difficile à mettre en place. Mais, comme nous l'avons constaté tout au long du récit qui relate les changements qui ont frappé la Bolivie au cours des dernières années, un certain modèle à la base est déjà en place, venant confirmer les constats identifiés dans le cadre des travaux de recherche du groupe Création de richesse en contexte de précarité (CRCP) (Favreau, 2005; Fall, Favreau et Larose, 2004). Ainsi,

*« Et pour nous, cette régulation précédemment décrite s'appuie sur le trinôme État, marché, société civile, lequel peut être une des clés pour le renouvellement ou la construction d'un État social. Ici, la synergie ne se fait plus à deux (le marché et l'État) mais à trois (marché, État et associations). La question devient moins celle du plus ou moins d'État et davantage celle de la qualité démocratique de l'action de l'État et de la capacité de cohabitation active des institutions publiques avec leurs partenaires dans l'élaboration et la mise en œuvre de nouveaux services collectifs pour les populations »  
(Favreau, 2005).*

comme un grand nombre de pays au Sud, plusieurs communautés en Bolivie ont développé leurs propres organisations de développement en misant sur des dispositifs collectifs de participation et des stratégies misant sur l'économie populaire. Une construction qui s'est également appuyée sur la forte présence de mouvements sociaux mobilisateurs qui ont dépassé le cadre local pour inscrire leur vision au plan national. Le nouveau gouvernement en place ne pourra ignorer ces initiatives comme l'ont fait ceux qui lui ont précédé. Il devra au contraire appuyer le nouveau modèle sur ces expériences alternatives déjà existantes.

Entre l'approche néolibérale du tout au marché et celle de l'approche développementiste du tout à l'État, il y a donc la présence d'alternatives pour la Bolivie: du moins celle de l'approche démocratique partenariale qui inclue la société civile au côté de l'État et du marché (Favreau, 2005 : 4). Un retour aux sources en quelque sorte puisque originellement, les formes d'organisations traditionnelles de la société

indienne étaient ancrées sur des valeurs solidaires. Des valeurs qui devront nécessairement être renforcées à l'intérieur du pays mais également avec le Nord, notamment à travers des rencontres continentales et internationales qui contribuent à la reconnaissance d'alternatives porteuses de développement et à son avancement tout en favorisant la création de réseaux. C'est dans cette visée qu'a eu lieu la rencontre latino-américaine sur l'économie solidaire et le commerce équitable à Cochabamba (Bolivie) en septembre 2005. La prochaine partie présente le compte rendu de l'événement.

**Pour suivre l'actualité de la Bolivie en français, voici deux sites :**

- Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine (RISAL) :  
[www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net)
- [www.latinReporters.com](http://www.latinReporters.com) est un collectif de journalistes qui analysent l'actualité latino-américaine et espagnole.

**Pour comprendre les nouveaux enjeux internationaux et les nouvelles stratégies de développement :**

- Le site en développement international de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités : [www.uqo.ca/ries2001](http://www.uqo.ca/ries2001)

## Bibliographie

### TRAVAUX DE RECHERCHE

Bureau international du travail (2002). *Travail décent et économie informelle*. Rapport VI, sixième question à l'ordre du jour, 143 pages.

Casen, Cécile et Erwan Sommerer (2005). Le peuple et la coca. Populisme cocalero et restructuration de l'échiquier politique bolivien. *Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale*. [www.univ-brest.fr](http://www.univ-brest.fr)

Dugas, Sylvie (2005). Après l'Argentine, la Bolivie au cœur de la tourmente néolibérale. *Observatoire des Amériques*, no 20, juin 2005, Université du Québec à Montréal.

Fall, Abdou Salam, Louis Favreau et Gérald Larose (2004), *Le Sud... et le Nord dans la mondialisation. Quelles alternatives?*, PUQ (Québec) et Karthala (Paris).

Favreau, Louis en collaboration avec Abdou Salam Fall (2005). *L'État social dans une perspective Nord-Sud. Essai d'analyse politique*. Cahier publié dans le cadre du colloque « Création de richesse en contexte de précarité » à Dakar les 17 et 18 novembre 2005.

Favreau, Louis, Gérald Larose et Abdou Salam Fall (2004), *Altermondialisation, économie et coopération internationale*, PUQ (Québec) et Karthala (Paris), 384 pages.

Langlois, Denis (2003). La Bolivie d'après 2003 : entre la crise d'un modèle et la recherche d'une alternative. *Observatoire des Amériques*. [www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro\\_0320\\_bolivie.pdf](http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro_0320_bolivie.pdf)

### ARTICLES DE PÉRIODIQUES

Bourgault-Côté, Guillaume et Violaine Ballivy (2005). Un premier président indien en Bolivie. *Le Devoir*, Les actualités, lundi 19 décembre 2005, p. a1.

Cantin, Françoise (2004). *Villa Tunari Regard*, no 1, mai 2004, p. 1 à 12.

Caceres, Sergio (2005). Mouvements sociaux et élections. Bolivie : une révolution par les urnes? *El Juguete Rabioso*, octobre 2005, traduit en français et diffusé par RISAL, [www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net).

Caceres, Sergio (2005). *Bolivie : les dilemmes d'une victoire annoncée*. 14 décembre 2005, traduit en français et diffusé par RISAL, [www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net).

Chavez, Walter (2003). Éruption annoncée du volcan bolivien. *Le Monde diplomatique*, mai 2003.

Chavez, Walter (2003). Une nouvelle gauche à l'offensive. *Le Monde diplomatique*, mai 2003.

Chavez, Walter (2005). L'abc de la crise politique bolivienne. *La Insignia*, 7 mars 2005, traduit en français et diffusé par RISAL, [www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net).

Chavez, Walter (2005). Effervescence populaire en Bolivie. *Le Monde diplomatique*, mars 2005, [www.monde-diplomatique.fr/2005/03/CHAVEZ/11968](http://www.monde-diplomatique.fr/2005/03/CHAVEZ/11968)

Contreras Baspineiro, Alex (2003). La fracture s'accroît entre les deux Bolivies. *DIAL*, D2629, Bo12, 28 février 2003.

- Cuba, Jorge (2000). L'eau privée enflamme la Bolivie. *Le Courrier de l'UNESCO*, [www.unesco.org/courier/2000\\_12/fr/planet2.htm](http://www.unesco.org/courier/2000_12/fr/planet2.htm)
- Cusin, Michel (2001). Les événements qui ébranlèrent la Bolivie. *DIAL*, d 2245, Bo9, 15 février 2001, p. 3 à 6.
- Dewez, Philippe (2002). Comment sortir du mal-développement? *Vivant Univers*, mai-juin, p. 9 à 12.
- Econoticias (2003). *La Bolivie, prototype latino-américain de l'inégalité*. Disponible sur le site du RISAL : [www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net).
- Fajardo Pozo, Erick (2004). L'éradication de la coca en Bolivie et le destin de la gauche en Amérique Latine. *Adital*, 4 avril 2004. Disponible sur le site du RISAL : [www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net).
- Fernandez, Omar (2002). Nos lagunes, nos canaux, nos compétences... *Défis sud*, no 50, Dossier sur la Bolivie : conflits sociaux et recettes libérales, p. 39.
- Ferrari, Sergio (2004). Le mouvement sans terre en Bolivie. *SERPAL, Servicio de Prensa Alternativa*, septembre 2004, traduit en français et diffusé par RISAL [www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net).
- Galloy, Christian (2002). Le cocalero Evo Morales pourrait être le premier Indien président de la Bolivie, *latinreporters*, [www.latinreporters.com](http://www.latinreporters.com).
- Garcia, Fernando (2002). Les « Cocaleros » vraiment subversifs? *Défis sud*, no. 50, Dossier sur la Bolivie : conflits sociaux et recettes libérales, p. 34 à 35.
- Garcia Linera, Alvaro (2005). Bolivie : la seconde bataille pour la nationalisation du gaz. *El Juguete Rabioso*, traduit en français et diffusé par RISAL : [www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net).
- Gott, Richard (2005). Un soulèvement sismique chez les indiens d'Amérique latine. *The Gardian*, 11 juin 2005, traduit en français et diffusé par RISAL : [www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net).
- Groupe Volontaires Outre-Mer (2003). Le problème de la coca. *Forum Solidarité Pérou*, Lima, le 17 mars 2003, [www.gvom.ch](http://www.gvom.ch).
- Herraiz, Iñigo (2005). Bolivie : quand l'eau est privatisée. *Agencia de Informacion Solidaria*, avril 2005, traduit en français et diffusé par RISAL : [www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net).
- Langlois, Denis (2004). La Bolivie : un espoir déçu? *Relations*, septembre 2004 (695), p. 26-27.
- La Vaca (2005). Le mouvement populaire bolivien se prépare pour l'échéance électorale. 5 août 2005, traduit en français et diffusé par RISAL [www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net).
- Lavaud, Jean-Pierre (2002). Un pays bloqué. *Vivant Univers*, mai-juin, p. 6 à 8.
- Leeuwerck, Éric (2004). Coca n'est pas cocaine, Coca-Cola non plus! *Oxfam Solidarité*, [www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be).
- Lévêque, Frédéric (2005). La Bolivie en ébullition. *La Gauche*, avril 2005.
- Lévêque, Frédéric (2004). LA dette illégitime de la Bolivie. *Revue du CADTM*, février 2004.
- Marthoz, Jean-Paul (2002). Au bout du monde, au centre de l'injustice. *Vivant Univers*, mai-juin, p. 1 à 5.
- Matteuzzi, Maurizio (2005). La guerre juste d'un pays à l'avant-garde. *el Manifesto*, mercredi 8 juin 2005, traduit en français. Publié sur le site de El Correo de la diaspora Argentine : [www.elcorreo.eu.org](http://www.elcorreo.eu.org).

- Mendez Cerezo, Angel (2005). Bolivie-élections : Amérindien et anti-impérialiste, Evo Morales favori de la présidentielle. *LatinReporters.com*
- Mutume, Gumisai (2000). Un ancien ouvrier cordonnier a fait plier la banque mondiale. *Dial*, D2428, Bo8, 15 décembre 2000, p. 9 à 10.
- Nieves Zuniga Garcia-Falces (2002). La lutte des peuples originaires. *Vivant Univers*, mai-juin, p. 17 à 21.
- Olivera, Oscar (2002). L'eau est notre m... *Défis sud*, no 50, Dossier sur la Bolivie : conflits sociaux et recettes libérales, p. 36 à 38.
- Poupeau, Franck (2002). La guerre de l'eau. *Agone*, no 26/27, p. 133 à 140.
- Quinonez, Osvaldo Calle (2002). Le pari perdu. *Défis sud*, no 50, Dossier sur la Bolivie : conflits sociaux et recettes libérales, p. 29 à 31.
- Ramonet, Ignacio (2003). Bolivie. *Le Monde diplomatique*, novembre 2003, 50<sup>e</sup> année, no 595. [www.monde-diplomatique.fr/2003/11/RAMONET/10427](http://www.monde-diplomatique.fr/2003/11/RAMONET/10427)
- Roncken, Theo (2002). Les non-dits de la guerre contre la drogue. *Vivant Univers*, mai-juin, p. 9 à 16.
- Salazar, Carlos (2002). Un modèle économique sans acteurs? *Défis sud*, no 50, Dossier sur la Bolivie : conflits sociaux et recettes libérales, p. 32 à 33.
- Seleanu, André (2003). Les Indiens des Andes à l'assaut du pouvoir. *Recto Verso*, no 304.
- Solibamba (2005). *Feuillets d'information du groupe de soutien Solidar pour les Femmes sans Terre de Cochabamba*. 26 juin 2005, numéro 3.
- SOTO, Gustavo (2002). Mort annoncée de la Bolivie néolibérale. *Défis sud*, no 50, Dossier sur la Bolivie : conflits sociaux et recettes libérales, p. 23 à 28.
- Transparency International (2001). Le nouvel indice révèle le niveau critique de la corruption dans le monde. *Communiqué de presse disponible sur le site Internet* [www.transparency.org](http://www.transparency.org).
- Verdière, Brigitte (2001). Les agitations sociales en Bolivie, soubresauts d'un pouvoir sans imagination, 18 décembre 2001, *site du monde du travail*, [www.itinerant.qc.ca/bolivie.html](http://www.itinerant.qc.ca/bolivie.html).
- Vermorel, Thierry (2005). Les mouvements sociaux font chuter Carlos Mesa. *Inprecor*, no 507-508, juillet-août 2005, [www.Inprecor.org](http://www.Inprecor.org).
- Zibechi, Raul (2005). El Alto : un monde nouveau à partir de la différence. *IRC Programa de las Américas*, 23 août 2005, traduit en français et diffusé par RISAL : [www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net).
- Zibechi, Raul (2005). Bolivie : dilemmes pour les mouvements. *La Jornada*, 6 août 2005, traduit en français et diffusé par RISAL : [www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net).
- Zibechi, Raul (2005). Bolivie : deux visions opposées du changement social. *IRC Programa de las Américas*, 22 novembre 2005, traduit en français et diffusé par RISAL : [www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net).

**3. COMMERCE ÉQUITABLE ET ÉCONOMIE SOLIDAIRE: LA RENCONTRE  
LATINO-AMÉRICAINNE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE ET DE COMMERCE ÉQUITABLE  
par MARIE-ÈVE BRASSARD-DUPERRÉ**

**COCHABAMBA, BOLIVIE, DU 13 AU 15 SEPTEMBRE 2005**

L'économie solidaire à laquelle participe le mouvement du commerce équitable est une réalité de plus en plus présente dans toute l'Amérique latine. Qu'on pense aux coopératives, aux ateliers de travail, aux cercles d'achat en commun ou aux cuisines collectives, toutes des initiatives économiques populaires ont pour but de fournir du travail et de répondre aux besoins des individus, des familles et de leurs communautés.

Aujourd'hui, plusieurs secteurs de la société latino-américaine font le constat que le système économique actuel renferme de graves lacunes. Une majorité de citoyens n'y trouve pas son compte et vit dans la pauvreté et l'exclusion. Le modèle néo-libéral en vigueur actuellement repose sur le « Consensus de Washington » qui veut que le marché soit régulé par un équilibre parfait entre l'offre et la demande et que cette situation soit à la source de la croissance et du développement. Alors que certains croient que cette approche n'arrive pas aux résultats escomptés parce que cet équilibre parfait est très difficile à atteindre, d'autres n'hésitent pas à remettre en cause l'existence même du consensus et se prennent à souhaiter un modèle économique différent. C'est ici qu'interviennent les acteurs du mouvement de l'économie solidaire.

Ce cahier de recherche fait état des débats qui ont eu cours lors de la **Rencontre latino-américaine d'économie solidaire et de commerce équitable** qui s'est tenue à Cochabamba en Bolivie du 13 au 15 septembre 2005 et à laquelle deux professionnelles de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) de l'UQO ont participé. Organisée conjointement par la Table de concertation latino-américaine de commerce équitable<sup>12</sup>, le Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire- Coordination andine (RIPESS), ainsi que le Réseau national de commercialisation communautaire de Bolivie (RENACC – Bolivie)<sup>13</sup>, la conférence a réuni près de 200 participants originaires de 19 pays de la région. Producteurs oeuvrant au sein du mouvement du

---

<sup>12</sup> Mesa de Concertación Latino-americana de Comercio Justo

<sup>13</sup> Red National de Comercialización Comunitaria de Bolivia

commerce équitable, professionnels d'ONG de coopération internationale, responsables de coopératives ou de syndicats agricoles, chercheurs, étudiants, tous étaient présents pour entamer le dialogue.

D'autre part, le choix de la Bolivie comme pays hôte de la rencontre n'est pas anodin. En effet, il s'agit d'un endroit où les mouvements sociaux sont forts et ont connu des succès importants au plan de la mobilisation sociale ces dernières années.

**Figure V : Conférenciers à la Rencontre latino-américaine d'économie solidaire et de commerce équitable**



Source : *photo de la CRDC, septembre 2005*

**Figure VI : Participants à la Rencontre latino-américaine d'économie solidaire et de commerce équitable**



Source : photo de la CRDC, septembre 2005

### **3.1 La raison d'être de l'économie solidaire**

Pour les tenants de l'économie solidaire et de l'alter-mondialisation, l'enjeu majeur consiste à proposer des alternatives au modèle économique capitaliste tel qu'on le connaît aujourd'hui, afin que les personnes et les communautés locales puissent en bénéficier et en tirer un réel profit. En fait, le grand défi est d'en arriver au développement intégral qui doit non seulement prendre en compte la croissance économique mais aussi et surtout les besoins en matière de développement social, culturel et environnemental des individus et des communautés. C'est ici qu'entre en jeu l'économie solidaire que les organisateurs de la Rencontre de Cochabamba (Document de travail Rencontre de Cochabamba, 2005a) ont défini comme suit :

« Elle [l'économie solidaire] signifie partager la satisfaction des besoins et des désirs ainsi que la cogestion des espaces communs que les êtres humains partagent : le foyer, le quartier, la municipalité, l'écosystème, le pays, la planète. L'économie solidaire est la forme éthique et juste de consommer, de produire, d'échanger, de financer, de communiquer, d'éduquer, de se développer. C'est un nouveau mode de penser et de vivre ».

Pour Heloisa Primavera (2005), il faut tendre vers une « *révolution copernicienne* », changer radicalement nos manières de penser l'économie. En effet, cette dernière suggère que nous allions au-delà de notre conception actuelle qui veut que le capital soit au centre du système et que les individus doivent s'y adapter. Il faut en arriver à ce que ce soit l'inverse. Mais il y a plus, non seulement la subordination du capital est-elle nécessaire, mais il faut également que le nouveau système économique cesse de miser sur l'élément le plus rare du système (le capital) et qu'il repose plutôt sur des ressources qui existent en abondance comme la solidarité et le travail. C'est pour cette raison que plusieurs n'hésitent pas à qualifier l'économie solidaire d'être une « économie du travail ». Ainsi, pour Corragio (1999), cette économie du travail

« serait un système qui se développerait à partir de l'économie des secteurs populaires, renforçant les relations, les capacités, assumant de nouvelles tâches qui intègrent et gèrent de nouvelles politiques sociales de façon à renforcer les liens sociaux entre les membres d'une société, ses segments, ses micro-régions ».

En Amérique latine, de très nombreuses familles oeuvrent dans ce secteur. Or, il apparaît vite évident qu'il faut adopter une nouvelle façon de mesurer les impacts de l'économie des secteurs populaires. En effet, seulement 15 % des entreprises populaires latino-américaines réussissent à générer des profits. Si on analysait la situation d'un point de vue néo-libéral, il serait logique de s'attendre à ce que 85 % d'entre elles ferment leurs portes. Or, ce n'est pas le cas. Les entreprises populaires demeurent car elles parviennent à subvenir aux besoins de base des familles. Elles sont viables car 55 % du travail qui y est réalisé est en fait un travail non-rémunéré qui se caractérise par des échanges non-monétaires et la réciprocité, rendant très difficile l'évaluation réelle des ressources financières ici mobilisées (Ortiz, 2005).

Il faut savoir que l'économie solidaire est un choix de société et qu'elle ne peut exister sans une culture solidaire qui la soutienne. De plus, le développement et le renforcement de l'économie solidaire ne peuvent se faire sans une forte articulation avec la communauté au sein de laquelle elle prend sa source. Le dialogue doit être constant entre les promoteurs de cette économie solidaire et les acteurs locaux afin d'en arriver à un véritable projet alternatif de développement. Pour aller au-delà de la philanthropie, pour construire des projets structurants, la discussion et la négociation avec les pouvoirs publics est nécessaire. D'où l'importance de développer des partenariats, de travailler en réseaux et de pouvoir compter sur des interlocuteurs significatifs dans plusieurs secteurs de la société et dans les structures de pouvoir.

### 3.1.2 L'économie solidaire latino-américaine à l'heure des traités de libre-échange

C'est suite à la tombée du Mur de Berlin et de l'effondrement du communisme à la fin des années 1980 qu'ont été signés les premiers traités de libre-échange panaméricains. Les promoteurs de ces ententes voyaient en elles des opportunités d'intégration économique du continent en permettant la libre circulation des biens et des personnes. Ils croyaient également que des alliances économiques entre les pays américains étaient nécessaires afin de contrebalancer le pouvoir économique de l'Europe ou de l'Asie qui regroupait nombre de pays dans le cadre de l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation) (Document de travail Rencontre de Cochabamba, 2005b).

Si au départ ces traités régissaient des aspects purement économiques, ils en sont vite venus à légiférer sur des thèmes aussi divers que le domaine judiciaire, la propriété intellectuelle, les droits du travail, l'environnement ou le rôle de l'État. C'est pourquoi les acteurs du mouvement altermondialiste questionnent le bien-fondé de tels traités. La grande inquiétude est que, avec la signature de ces ententes, les gouvernements élus perdent de leur pouvoir (Sirumbal, 2005).

Déjà, la marge de manoeuvre de certains États latino-américains avait été réduite à cause des Programmes d'ajustement structurels imposés par la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI). Avec l'entrée en force des traités de libre-échange, la tendance se renforce, plongeant les pays de la région dans une véritable crise de la gouvernance.

La situation est d'autant plus critique qu'elle réunit sous une même bannière et soumet aux mêmes critères des pays très différents au plan économique et politique. Les traités de libre-échange panaméricains réunissent donc un pays comme les États-Unis dont le PIB représente 75 % du PIB total des pays américains<sup>14</sup>... et des États comme le Honduras, Haïti ou le Guatemala qui figurent parmi les pays les plus pauvres au monde. En fait, devant le géant étasunien, les pays latino-américains ne font pas le poids : le PIB de tous les pays latino-américains rassemblés ne représente que 18 % du PIB total en Amérique (Document de travail Rencontre de Cochabamba, 2005b). Ainsi donc, alors que les États les mieux nantis y trouvent généralement leur compte (on remarque tout de même un appauvrissement des classes moyennes, un taux de chômage élevé, une dévitalisation de certaines régions même dans les pays les plus riches), les États les plus pauvres se trouvent clairement désavantagés. Un pays comme la Bolivie par exemple a tout à perdre des traités de libre-échange. Pourtant, cette dernière participe à plusieurs

---

<sup>14</sup> Le PIB du Canada, quant à lui, représente 7 % du PIB total des États américains (Document de travail Rencontre de Cochabamba, 2005).

d'entre eux. Dans tous les cas ou presque, les importations ont été supérieures aux exportations. Le cas de la Bolivie n'est pas unique : les pays les plus pauvres ont de la difficulté à exporter leurs produits à cause des taxes imposées aux produits étrangers lors de leur entrée aux États-Unis ou au Canada ou à cause des normes sanitaires qui demeurent très élevées dans les pays du Nord. De plus, avec des possibilités d'innovation technologique qui ne peuvent se comparer à celles des États-Unis, les biens produits par les pays latino-américains ont du mal à trouver leur place sur le marché.

Finalement, ce qui inquiète également, c'est que les traités de libre-échange ont été signés pour une période indéterminée, ce qui empêche de revenir en arrière, de réévaluer la situation et d'apporter des changements.

La réponse de ces communautés a été de prendre l'initiative en travaillant soit à informer les populations sur les véritables enjeux liés à la ratification des traités soit à se constituer en mouvement de défense des intérêts des populations locales. Comme chacun le sait, les négociations au sujet des traités de libre-échange ont été très houleuses dans les dernières années. Par exemple, après plusieurs tentatives de la part des États-Unis de convaincre les pays latino-américains de ratifier la ZLEA, les négociations ont avorté. Le géant du Nord a donc opté pour les négociations bilatérales avec chaque État. Il faut savoir que la situation est cruciale car tous savent fort bien que les changements politiques sont pratiquement impossibles à réaliser sans modifications des politiques économiques.

Dans ce contexte, l'Alliance sociale continentale est un bon exemple de réseau de résistance et de lutte contre les traités de libre-échange tels que nous les connaissons maintenant. Il s'agit d'une coalition qui s'étend partout en Amérique (Massicotte, 2004). Elle est entre autres due à l'initiative de la coalition mexicaine REMAL fondée en 1991 dans la foulée des négociations sur l'ALENA. L'Alliance sociale continentale travaille à l'échelle des Amériques depuis le Sommet des peuples des Amériques tenu à Santiago en 1998. À cette occasion, un grand nombre d'organisations sociales, syndicales, d'ONG, de groupes de femmes et de paysans s'étaient regroupés afin de s'opposer aux politiques néo-libérales proposées dans le cadre de la ZLÉA. Par son travail, l'Alliance a voulu établir des partenariats internationaux, sachant que les décisions sont maintenant prises au niveau international.

Il faut cependant souligner que l'Alliance n'est pas contre l'intégration économique comme telle. Elle revendique plutôt une intégration qui favorise le développement équitable, une réduction des inégalités sociales. Cette dernière y est allée de propositions concrètes afin d'y parvenir, comme par exemple la réalisation d'investissements productifs qui ont un impact positif sur les populations locales et sur les travailleurs, l'imposition d'une taxe sur les transactions financières qui emmènerait une baisse de la spéculation et la formation d'un fonds compensatoire consacré aux efforts de développement. L'Alliance sociale continentale a été à l'origine d'une grande consultation populaire qui a eu lieu à travers toute l'Amérique et qui se voulait une occasion de renseigner les gens sur la ZLÉA, de renforcer la mobilisation contre les traités de libre-échange de même que de diffuser des analyses alternatives et de renforcer des mouvements d'opposition.

La Coordination latino-américaine et caribéenne des petits producteurs de commerce équitable (CLAC)<sup>15</sup> agit quant à elle à titre de porte-parole des acteurs du secteur en faisant la promotion le développement du commerce équitable en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle représente les petits producteurs dans les espaces de négociation et de débats. Cette organisation, établie dans 19 pays latino-américains, représente environ 120 000 familles de producteurs qui oeuvrent dans le secteur de l'agroalimentaire. Sous son égide, on retrouve donc des producteurs de café, de sucre, de bananes, de noix, de jus, de mil, etc. Plus particulièrement, la CLAC a pour mission de créer des alliances stratégiques avec divers acteurs du développement, de défendre l'obtention de prix minimaux pour les produits ainsi que de mettre sur pied des instances de coordination des producteurs et acteurs du commerce équitable dans les pays membres afin d'augmenter la portée des actions et des revendications.

---

<sup>15</sup> Coordinadora latinoamericana y del Caribe de pequeños productores de comercio justo.

### 3.1.3 Les questions de genre dans l'économie sociale et solidaire

La Rencontre de Cochabamba a aussi été l'occasion de discuter des enjeux liés à la participation des femmes dans l'économie solidaire.

Historiquement, surtout à cause des dictatures et des renversements qui ont jalonné l'histoire du continent latino-américain, les femmes ont vite fait de se joindre aux mouvements de contestation et aux partis politiques. Or, le sexisme vécu au sein de ces organisations de même que le retour d'exil de certaines militantes ont favorisé l'apparition du mouvement féministe en Amérique latine. Pourtant, la grande majorité du mouvement des femmes en Amérique latine ne s'identifie pas comme féministe. Pendant des années d'ailleurs, des différences de vues à l'intérieur du mouvement des femmes ont opposé les groupes dits « féministes » (souvent composés de femmes intellectuelles de classe moyenne, de militantes de partis de gauche ou de groupes armés) aux autres organisations, souvent représentées par des femmes des classes populaires, qui luttaient pour conquérir un espace bien à elles sans nécessairement viser la transformation de l'ordre social de genre (Beaulieu et Boulianne, 2004). Beaulieu et Boulianne (2004) font remarquer que le mouvement des femmes latino-américain est avant tout constitué d'associations communautaires ou de quartier, où les membres (en majorité des femmes mais ces organisations sont parfois mixtes) s'emploient à améliorer les conditions de vie en mettant sur pied des projets dans le secteur de la santé ou de l'éducation.

La très grande majorité des femmes qui ont intervenu dans l'atelier sur le renforcement des capacités organisationnelles des femmes lors de la rencontre de Cochabamba étaient issues de ce type de regroupements. Le diagnostic posé lors de cet événement a fait état du fait qu'alors que les femmes représentent 50 % de la population totale d'Amérique, seulement 18% d'entre elles participent activement au marché du travail en étant rémunérées pour les tâches qu'elles accomplissent. Elles sont plus nombreuses que les hommes à vivre dans la misère<sup>16</sup>. Le travail qu'elles réalisent, souvent lié à des tâches domestiques (s'occuper des enfants, des malades, des personnes âgées), est dévalorisé et leur rapporte des salaires beaucoup plus bas que ce que leurs homologues masculins gagnent pour un travail équivalent. D'ailleurs, des représentantes d'associations regroupant de nombreuses femmes, présentes à la rencontre de Cochabamba, ont affirmé que les femmes latino-américaines apportent beaucoup à leur société, mais retirent peu de bénéfices de cette participation. Dans cette région, on retrouve très peu de femmes dans des postes en politique de même qu'au sein des partis politiques. Cette absence à l'intérieur des instances

---

<sup>16</sup> Près de 70 % des individus vivant dans la pauvreté extrême en Amérique seraient des femmes.

décisionnelles fait qu'elles ont exclues des débats politiques et que leurs intérêts y sont fort peu représentés.

Par ailleurs, les dirigeantes de groupes de femmes latino-américains font le constat que le capitalisme néo-libéral tel qu'il existe aujourd'hui nuit à l'émancipation des femmes en s'opposant à la mise sur pied ou la consolidation des programmes sociaux. Alors que certains croient que la clé est dans les modifications au plan des rôles sexuels vécus dans le couple, d'autres croient pour leur part qu'en l'absence de programmes sociaux, les femmes sont celles à qui incombent soudain la prise en charge de l'éducation, des services de garde, de l'aide aux personnes en perte d'autonomie ou de celles à faible revenu. Le retrait de l'État ou l'absence de celui-ci a pour conséquence une surcharge de travail et de responsabilités pour les femmes. Ainsi, l'éducation, la formation et le maintien des programmes sociaux constituent d'excellents moyens par lesquels il est possible de redonner du pouvoir aux femmes.

Cependant, les mouvements de l'économie solidaire et du commerce équitable se sont penchés depuis longtemps sur la thématique du genre. Par exemple, les organisations de commerce équitable mettent un point d'honneur à favoriser l'égalité des sexes par divers moyens. Elles ne peuvent faire autrement : les femmes sont au centre du commerce équitable. Elles représentent parfois plus de 80 % des acteurs du mouvement : elles sont productrices, artisanes, militantes, bénévoles dans les groupes de pression, travailleuses dans les boutiques de distribution, etc.

Plus généralement, en ce qui concerne le secteur de l'économie solidaire, les femmes y jouent un rôle prépondérant. Le travail des femmes réalisé dans la sphère domestique ou encore dans le cadre d'associations de quartier ou communautaires est la forme la plus courante d'économie solidaire et celle où les femmes sont les plus présentes. Paradoxalement, il s'agit également de la forme d'économie solidaire la plus discrète et la moins visible (Beaulieu et Boulianne 2004).

Malgré tout, l'économie solidaire n'en est pas moins bénéfique pour les femmes. L'économie solidaire donne accès à des revenus. Pour certaines femmes participantes à la Rencontre de Cochabamba, l'économie solidaire, parce qu'elle donne accès à une plus grande indépendance économique, constitue une véritable voie d'émancipation où le travail des femmes est valorisé comme il se doit et où ces dernières gagnent en pouvoir et en autonomie. Conséquemment, pour elles, le travail réalisé dans le secteur de l'économie populaire va bien au-delà de l'économique. Aussi, l'économie solidaire permet de briser l'isolement en favorisant le travail collectif autour d'un projet commun, favorise l'éducation populaire, l'entraide et la prise en charge collective. De plus, elle arrive souvent à faire naître un

sentiment d'appartenance à un quartier ou à une collectivité et apporte ainsi la motivation nécessaire pour la participation sociale et politique. Beaulieu et Boulianne (2004; 7) qualifient d'ailleurs de « *voie typique de participation politique* » les associations de quartiers où oeuvrent une majorité de femmes afin d'améliorer les conditions de vie de leur famille et de leur communauté. D'autre part, l'économie solidaire est un terreau fertile pour la formation de dirigeants locaux solides, créatifs, capables de mobiliser les acteurs et les ressources du milieu pour le bien-être collectif (Chuchryk, 1993; Schild, 1994; Brassard-Duperré, 2005). D'autre part, l'économie solidaire est une alternative qui permet l'inclusion sociale et économique des femmes exclues du marché (Cahier de revendications de la Marche Mondiale des femmes, 1995).

Le mouvement des femmes latino-américain s'est intéressé très tôt aux enjeux que soulève la mondialisation. Dès le départ, les militantes latino-américaines ont été impliquées en grand nombre dans les activités réalisées autour de la Marche mondiale des femmes ou du Forum social mondial. Pour les militantes réunies à Cochabamba, la participation des femmes dans les espaces internationaux n'est plus à prouver. Lors des débats, elles ont insisté pour que leur présence soit reconnue et pour obtenir une place de choix dans le *Mouvement latino-américain de l'économie solidaire, du commerce équitable et de la consommation éthique*.

### **3.2 Le commerce équitable : les enjeux**

Il y a une cinquantaine d'années, constatant que les échanges commerciaux étaient hautement inégaux entre les pays du Nord et ceux du Sud, des représentants d'ONG, de communautés religieuses, des militants de groupes sociaux au Nord et au Sud ont pensé et conçu ce qui devait par la suite devenir le mouvement du commerce équitable.

Pour les organisateurs de la rencontre de Cochabamba, le commerce équitable se veut un instrument servant à en arriver au développement intégral, faisant la promotion non seulement du développement économique et social mais aussi de la protection de l'environnement et des écosystèmes. Il est *multifonctionnel*, selon le qualificatif de Ortiz (2005), économiste péruvien spécialiste du commerce équitable présent à la conférence. Le commerce équitable est un excellent outil d'éducation, qui, peu à peu, fait comprendre aux gens que les consommateurs ont le droit et surtout le pouvoir de demander des échanges commerciaux plus justes. De la même façon, il sert de moyen d'expression des cultures et identités locales par le biais d'un dialogue interculturel entre consommateurs et producteurs (Document

de travail Rencontre de Cochabamba, 2005c). Ainsi, il ne faut pas se borner à voir le commerce équitable simplement comme une relation commerciale, il va bien au-delà de cela.

Ortiz (2005), tout comme Gendron (2004), perçoit la pratique du commerce équitable comme une alternative au commerce international traditionnel, telle une cassure dans le paradigme économique néolibéral.

Cela ne fait aucun doute, le commerce équitable représente encore une portion marginale des échanges commerciaux réalisées dans le monde. Cependant, on calcule que le total des ventes de produits équitables représente environ quatre cent millions (400 000 000) d'euros chaque année. En Europe en 2004, les ventes de produits équitables réalisées pendant la période des fêtes de fin d'année a fait un bond de 40 %. En Suisse, 47 % des bananes vendues proviennent des réseaux de commerce équitable. Dans le monde, cinq cent mille (500 000) producteurs de café gagnent leur vie grâce au commerce équitable (Comercio Justo Uruguay, 2005).

En général, le commerce équitable est un phénomène qui gagne du terrain et qui est de plus en plus connu en Bolivie. En outre, s'il est vrai que le marché de certains pays d'Amérique latine, en termes de commerce équitable, est assez bien assis et structuré, celui de Bolivie reste encore à construire, les réseaux se forment peu à peu et les divers acteurs du développement local et de l'économie sociale s'y intéressent de plus en plus.

### **3.2.1 Importance de développer un marché local**

Ainsi, lorsqu'on pense au commerce équitable, on fait souvent référence à des partenaires du Sud distribuant des produits dans les pays du Nord. Or, la Rencontre de Cochabamba a mis de l'avant l'importance de la mise sur pied de réseaux locaux, d'un marché local ou d'un renforcement des relations commerciales équitables Sud-Sud. L'intention n'était pas de promouvoir la suspension ou le ralentissement des relations avec le Nord mais plutôt de trouver un équilibre salubre entre la participation aux marchés locaux et internationaux.

Le commerce avec le Nord demeure très difficile d'accès pour les petits producteurs qui ont accès à un faible capital, à des technologies rudimentaires et qui ne peuvent compter sur beaucoup d'appuis (crédit, aide pour la mise en marché, etc.). D'autre part, la mondialisation permet l'entrée de denrées étrangères à

bas prix dans les pays du Sud. D'où l'intérêt des producteurs latino-américains à désirer miser d'avantage sur le développement du commerce équitable à travers le continent latino-américain.

Il reste que les acteurs du commerce équitable présents à la Rencontre de Cochabamba perçoivent surtout ce dernier comme un moyen avantageux de préserver la biodiversité et d'assurer la souveraineté alimentaire dans la région par la promotion des produits locaux (pomme de terre, maïs, quinoa, etc.) et par l'agriculture familiale et de subsistance. Ortiz (2005), explique :

« La division internationale du travail imposée par le commerce international aux pays en développement a perpétué la spécialisation de la production et la dépendance. Cela a entraîné la perte de l'autonomie économique et alimentaire et la destruction des territoires ».

Par ailleurs, une des grandes forces des échanges équitables est qu'ils permettraient non seulement la valorisation ou la revalorisation des denrées alimentaires locales, mais qu'ils remettraient de l'avant des pratiques ancestrales tels la coopération et le travail collectif, les échanges non-formels et la réciprocité. Cependant, pour en arriver à ce que ces impacts soient significatifs, il faut en arriver à élargir le marché des produits équitables dans la région et à y développer des réseaux commerciaux forts.

### **3.2.2 Instruments d'appui au commerce équitable**

La question est maintenant de savoir quels sont les outils à mettre en place afin de renforcer ce marché du commerce équitable en Amérique latine. Aux dires des petits producteurs réunis à Cochabamba, le premier pas à franchir consiste à organiser les producteurs afin que ces derniers soient en mesure de diversifier leur gamme de produits. L'organisation et la concertation sont importantes car elles permettent que s'installe une complémentarité entre les producteurs et que la compétition induite s'amenuise. Par exemple, il est peu logique que plusieurs producteurs établis dans une même zone vendent tous le même produit. Il est préférable que certains offrent des denrées qui complètent celles de leurs voisins. L'association servirait donc en partie à planifier et à gérer l'offre de produits équitables dans une région. Les petits producteurs ont aussi besoin d'appui technique pour améliorer la qualité des produits ainsi que d'outils comme la finance solidaire. Le faible accès au crédit serait une des raisons majeures qui expliquerait la faiblesse de certaines petites entreprises populaires.

Pour Ortiz (2005), le commerce équitable est une des facettes de l'économie sociale. Pour cette raison, selon lui, pour que le commerce équitable soit efficace et que les répercussions qu'il génère soient maximisées, il faut que celui-ci soit couplé avec d'autres activités qui relèvent elles aussi de l'économie solidaire : finances solidaires, développement local, tourisme responsable, réseau de monnaie sociale, services de proximité, projets de développement local. Quant à eux, Fall, Favreau et Larose (2004) croient en l'importance de finances solidaires qui incluent le micro-crédit, mais aussi les cercles d'emprunt, les mutuelles et l'épargne solidaire qui jouent un grand rôle dans le développement économique communautaire et en ce qui a trait non seulement à la survie, mais à la consolidation et à la croissance des entreprises d'économie solidaire.

« Elle [l'épargne solidaire] permet aussi de soutenir des dépenses d'infrastructure (accès à l'eau potable, accès à l'électricité, système routier...). Elle permet d'éviter la dépendance chronique d'une dette étrangère tellement énorme qu'elle peut conduire à la paralysie d'un pays ou à une faible marge de manœuvre. L'épargne locale est donc un puissant facteur pour le démarrage ou la consolidation de PME et pour la transformation d'activités économiques de survie en entreprises disposant d'une capacité d'accumulation. Par ricochet, elle est un facteur de stabilité politique. (Fall, Favreau et Larose, 2004) ».

D'autre part, bien que les producteurs ne demandent pas que les consommateurs leur fassent de faveur en achetant leurs produits, ils savent sciemment que le développement du commerce équitable repose sur l'existence d'une clientèle de consommateurs responsables disposés à choisir et à se procurer les produits équitables. L'élargissement de cette clientèle passe par l'éducation à l'importance du commerce équitable. Pour l'instant, dans plusieurs pays d'Amérique latine, des programmes scolaires où l'on discute des enjeux liés à ce dernier émergent peu à peu. Cela est sans compter les campagnes de toutes sortes ou les émissions dans les radios communautaires où l'on initie des débats sur le sujet, qui en espagnol, qui en portugais, en quechua, en aymara ou dans les langues amazoniennes.

En outre, les représentants du mouvement du commerce équitable latino-américain réunis à Cochabamba faisaient remarquer que le mouvement du commerce équitable faisait face à un défi de taille : celui d'établir des alliances stratégiques avec des acteurs de divers secteurs de la société. De plus ceux-ci savent pertinemment que, pour gagner en influence, il leur faut diversifier leurs appuis.

À l'heure actuelle, une partie importante de ceux-ci travaille en étroite collaboration avec des ONG de coopération internationale. Si dans certains cas la relation entre des dernières et les producteurs est au beau fixe, il arrive parfois qu'une dépendance s'installe entre les professionnels des organisations et les acteurs du commerce équitable. Les ONG en arrivent parfois à se faire intermédiaires entre les clients et les producteurs. Cela qui n'est pas intrinsèquement négatif mais certaines outrepassent parfois leur pouvoir, rendant ainsi difficile la véritable prise en charge des acteurs de leur propre développement. Or, il faut dire que les relations tendent à être de plus en plus horizontales et à laisser une place considérable au savoir traditionnel et populaire ainsi qu'à de véritables relations de partenariat entre les ONG et leurs vis-à-vis locaux. Cela dit, il arrive que la dépendance envers les ONG soit économique avant tout. Les ONG sont elles-mêmes dépendantes du financement qu'elles reçoivent des différentes agences et bailleurs de fonds et, par conséquent, l'appui qu'elles offrent aux producteurs ou à tout autre acteur du commerce équitable peut être soudainement compromis. Cela est sans compter que dans bien des cas, leur présence dans un pays donné est provisoire, rendant encore plus aléatoire un appui à long terme.

D'autre part, pour Ortiz (2005), les prochaines années seront cruciales et bien des écueils guettent le secteur. Pour lui, deux visions contradictoires s'affrontent: celui de vouloir réguler le marché international, intégrant les exclus tout en tentant d'y inclure certaines modifications pour que cette insertion soit viable. La deuxième vision prône quant à elle la création d'un marché parallèle au marché capitaliste libéralisé. Le danger est de vouloir en arriver à prioriser de façon extrême une des deux approches. La clé? Intégrer des éléments de chacune des deux façons de voir de manière à inclure les éléments de stratégie en faveur du commerce équitable (alliances stratégiques, création de réseaux et de partenariats avec les divers mouvements sociaux, etc.). Quant à Gendron (2004), elle soutient que l'élargissement de la part de marché réservée aux produits équitables peut être problématique dans la mesure où celui-ci ne remet pas en question les règles imposées par le commerce international. Pour elle, l'important n'est pas tant de gagner des espaces de marché, mais bien de conserver la capacité du commerce équitable à proposer des alternatives au capitalisme néo-libéral.

### **3.2.3 La certification des produits équitables**

Cependant, le problème majeur soulevé par les acteurs de la conférence de Cochabamba a été celui du manque de pouvoir des producteurs qui se caractérise par des écueils en termes de certification des produits équitables. Le principal enjeu est de donner plus de pouvoir aux producteurs dans le domaine de la commercialisation. Si les producteurs les plus grands arrivent à s'en tirer sans trop de mal, les petits, eux, ont beaucoup de mal à rencontrer les critères de certification des grandes agences. En fait, ce que

décrient plusieurs individus impliqués dans le mouvement du commerce équitable, c'est que les producteurs se sentent clients des agences de commercialisation. Les relations ne sont pas égalitaires en plus de reposer sur la méfiance systématique des agences de commercialisation envers les producteurs.

Les producteurs participants à la rencontre de Cochabamba ont souvent répété que la certification est une entreprise qui sert les intérêts du Nord. Une grande partie du commerce équitable transite du Sud vers le Nord. La grande majorité de la clientèle qui se procure des produits équitables habite dans les pays du Nord et les critères de certification sont pensés et conçus par des individus représentant les intérêts des clients du Nord. En effet, pour que ces derniers aient l'assurance que les produits qu'ils achètent (souvent à des prix plus élevés que ceux en cours dans le marché traditionnel) respectent les normes du commerce équitable, la certification est nécessaire. Les petits producteurs du Sud en conviennent. Ils remarquent, par contre, que le système de certification actuel fait en sorte que les prix subissent des hausses significatives, freinant du même coup la consommation de produits équitables par un plus grand nombre de personnes à cause des prix qui sont moins accessibles, le nombre d'intermédiaires se multiplie (allant ainsi à l'encontre d'un des principes fondamentaux du commerce équitable qui exige une diminution maximale de ceux-ci) et un grand nombre de producteurs ne peut avoir accès au marché à cause de son incapacité à défrayer les coûts de la certification elle-même.

Pour contrer ce problème, la certification participative a été identifiée comme étant une solution viable aux obstacles générés par la certification des produits équitables.

Reprise dans plusieurs pays du continent latino-américain, la certification participative consiste à regrouper des producteurs et des représentants des mouvements sociaux impliqués de près ou de loin dans le commerce équitable. Meirelles (2003) la définit comme suit :

« Nous appelons certification participative le processus qui génère la crédibilité que présuppose la participation solidaire de tous les secteurs intéressés à assurer la qualité du produit final et du processus de production. Ce processus résulte d'une dynamique sociale surgie de l'intégration entre les principaux acteurs qui oeuvrent à la production, à la consommation ou à la commercialisation des produits qui seront certifiés ».

Concrètement, le processus débute par une déclaration du producteur qui certifie que ses propres produits sont équitables, qu'ils rencontrent les normes en vigueur. Ensuite, un groupe de pairs prend la relève. Son rôle est de confirmer les dires du producteur individuel. Entre ici en scène la responsabilité

collective : tous se portent garants de la qualité des produits et biens générés par leurs collègues. Le groupe de producteurs ne peut qu'être transparent et honnête dans cette démarche : au moindre problème ou tentative de tromperie c'est tout le groupe qui est discrédité, qui perd sa crédibilité et ce qui est plus grave encore : qui perd ses possibilités d'affaires dans le secteur. Pour rendre le processus de certification participative encore plus sûr, une troisième étape suit : les produits sont examinés par un comité formé de plusieurs acteurs du secteur du commerce équitable autres que les producteurs. Nous pensons à des représentants d'ONG, de syndicats agricoles ou de groupes de consommateurs. Ces derniers ont pour mandat de confirmer le respect des normes équitables tout au long de la chaîne de production.

Ceux qui ont opté pour la certification participative ont vite fait de constater les retombées positives de ce processus. En effet, au-delà de son objectif principal de garantir aux consommateurs des produits conformes aux normes du commerce équitable, il est utile car non seulement il confère une responsabilité supplémentaire aux producteurs et empêche une hiérarchisation des acteurs, mais il permet également l'éducation des acteurs entre eux, la coordination et l'organisation des différents groupes prenant part au secteur, la participation active de tous les groupes et individus concernés. En fait, la certification participative est souvent le premier pas vers un travail en commun des organisations oeuvrant dans le secteur, une façon d'en arriver à des partenariats, un travail en réseau, à une vision commune des enjeux et défis auxquels le secteur est assujéti (Meirelles, 2003).

Or, la certification participative n'est pas une panacée à tous les problèmes et possède quelques faiblesses. Par exemple, ce processus, aussi intégrateur et constructif soit-il, n'a pas encore été reconnu légalement. Les producteurs qui y prennent part n'ont donc pas accès à certains marchés. Ainsi, pour l'instant, sans la reconnaissance des organisations de certification traditionnelles, la certification participative n'est pas suffisante pour garantir la distribution des produits dans les circuits internationaux. C'est pourquoi, présentement, la certification participative n'est utilisée que dans le contexte d'un marché local, lorsqu'il y a peu de distance entre le consommateur et le producteur. Finalement, pour Meirelles (2003), qu'il s'agisse de la certification conventionnelle ou participative, les consommateurs et les producteurs eux-mêmes ont bien du mal à se défaire de ce que l'auteur appelle la « *culture du sceau de qualité* » qui veut que ce dernier soit plus important que le produit ou le processus de production eux-mêmes. La certification empêcherait donc d'avoir une vision globale des activités du secteur et favoriserait le maintien d'une perception très réductrice des capacités et des retombées qu'engendre le commerce équitable, l'éloignant peu à peu de ses objectifs de départ.

### **3.3 Économie sociale et solidaire et commerce équitable : des expériences latino-américaines qui ont fait leurs preuves**

Dans le contexte latino-américain, alors que les politiques sociales sont faibles le plus souvent, les populations locales ont dû s'organiser pour améliorer leur niveau de vie et pour offrir des services garantissant l'intégration de tous les secteurs de la société : femmes, enfants, personnes sans emploi, jeunes, personnes âgées, etc. Plusieurs individus ont compris depuis longtemps que de lutter seul contre les inégalités sociales n'est pas tellement efficace : l'addition des forces de tous les acteurs sociaux jumelée à une bonne gestion des ressources du milieu est nécessaire pour entamer un processus de développement local solide et possédant une certaine pérennité. C'est ce qu'ont expérimenté des centaines de communautés partout en Amérique latine. Nous ne présenterons ici que trois (3) expériences qui ont fait la différence et contribué au développement local des collectivités au sein desquelles elles ont eu cours.

#### **3.3.1 L'expérience de développement local de Salinas de Guaranda en Équateur**

Pendant une des journées de conférence, les participants ont eu la chance d'écouter un jeune dirigeant de Salinas de Guaranda, en Équateur relater l'histoire du processus de développement communautaire en place dans ce village depuis plus de trente ans. En effet, là-bas, la vie était très dure au début des années 1970. Situé au cœur des Andes à 3600 mètres d'altitude et regroupant aujourd'hui près de dix mille (10 000) habitants, ce hameau était le théâtre d'un grand nombre de problèmes sociaux comme la pauvreté et le chômage, l'exode rural et la mortalité infantile. À l'initiative d'un représentant du clergé, toute la communauté a entamé une réflexion sur les solutions à mettre en marche pour améliorer la vie des gens du village (Gonzalez, 2005).

La première action entreprise en ce sens a été la mise sur pied d'une coopérative d'épargne et de crédit qui a servi de point de départ au démarrage de plusieurs micro-entreprises. La fromagerie a été la première entreprise à voir le jour. Dans les années qui ont suivi, une chocolaterie, une filature intercommunale, une usine de tissus et de ballons de soccer ont vu le jour de même qu'un hôtel et une petite auberge gérée par des groupes de jeunes du village. Ce qui distingue le fonctionnement de ces micro-entreprises, c'est qu'elles travaillent en réseau, utilisent en priorité les ressources du milieu et sont interdépendantes. Par exemple, la laiterie communautaire traite le lait des fermiers de la région, la fromagerie fabrique ses produits à partir du lait pasteurisé à la laiterie, la chocolaterie utilise le cacao qui pousse à proximité, etc. En tout, ce sont 2000 personnes dont l'emploi dépend de près ou de loin de ce

réseau d'entreprises : on les retrouve à l'extraction des matières premières, au centre de la production dans les entreprises elles-mêmes ou encore dans les nombreux points de vente et de distribution des produits.

Il faut aussi souligner que les entreprises ont réussi à générer de l'accumulation. En effet, le grand succès de Salinas est sa réussite en matière de fromages fins. Vendus sous le nom de « Salinerito », ils sont distribués dans les grandes villes équatoriennes ainsi qu'en Europe dans des réseaux de commerce équitable. Une partie des profits générés par la fromagerie et par les autres entreprises a servi à rénover l'école et la garderie et à améliorer la qualité des services éducatifs locaux.

Après quelques années, les résultats positifs ne se sont pas fait attendre : le niveau de vie des gens s'est amélioré de façon considérable. Les travailleurs qui sont liés au réseau de micro-entreprises ont vu leurs revenus augmenter, le taux d'analphabétisme a chuté. Certains jeunes ont même eu accès aux études supérieures. Le village, qui autrefois voyait les jeunes et les travailleurs partir pour la ville, a maintenant un taux de rétention de 100 %. En fait, on voit de plus en plus de gens de l'extérieur venir s'y installer afin de profiter de la qualité de vie qui y est offerte ou pour en apprendre davantage sur le processus de développement local et de revitalisation des dernières décennies (Gonzalez 2005).

### **3.3.2 L'expérience de Señor de Mayo de Bolivie : une coopérative de production artisanale**

L'Association artisanale Señor de Mayo<sup>17</sup> (ASARBOLSEM) est, depuis ses débuts en 1989, une référence en matière de commerce équitable en Bolivie (site Internet des Pénélopes, consulté le 16 décembre 2005). Cette coopérative qui produit des pièces d'artisanat (céramiques, vêtements, instruments de musique) distribués dans les boutiques de commerce équitable partout dans le monde regroupe plus de 900 membres dans toute la Bolivie. Il faut préciser que plus de 93% de la clientèle de l'organisation est composée de femmes de milieux socio-économiques défavorisés. L'objectif principal de ASARBOLEM est de consolider des micro-entreprises individuelles ou collectives pour qu'elles soient autant viables économiquement, que socialement qu'écologiquement, tout offrant des activités d'appui à la gestion autogérée des entreprises. Le regroupement travaille aussi avec des jeunes de la rue en leur offrant la possibilité de travailler et de s'insérer dans des projets dynamiques, créatifs et socialement responsables. ASARBOLEM a, à quelques reprises, été la récipiendaire de prix qui soulignaient la qualité exceptionnelle des produits offerts.

---

<sup>17</sup> Asociación Artesanal Señor de Mayo (ASARBOLSEM)

En plus de contribuer à générer des revenus pour les producteurs et d'améliorer du même coup la qualité de vie de ceux-ci, l'association a réussi à préserver certains usages de la culture andine en gardant vivantes certaines techniques d'artisanat traditionnelles. Ainsi donc, pour les femmes artisanes, leur art est non seulement un gagne-pain : il constitue avant tout un important véhicule de transmission culturelle et un vecteur non-négligeable de prise de pouvoir des femmes et de conquête de l'autonomie de ces dernières (Rodriguez, 2005). L'Association artisanale Señor de Mayo en est donc arrivée à valoriser le travail des femmes dans une culture où celui-ci est souvent peu pris en compte et passe inaperçu. Il s'agit là d'une grande réussite.

### **3.3.3 L'expérience des Organisations économiques paysannes<sup>18</sup> (OÉCAS) de Bolivie**

Les Organisations économiques paysannes (OÉCAS) sont omniprésentes dans l'univers bolivien de l'économie solidaire. En effet, la revue *Dinámicas Campesinas* (2005) en a recensé 633 dans toute la Bolivie. Bien qu'il en existe partout sur le territoire, près de la moitié d'entre elles (47 %) sont situées dans l'altiplano contre 27 % dans les vallées et 26% en zone tropicale. Devissner (1996) cité dans *Dinámicas Campesinas* (2005) parle des OÉCAS en ces termes :

«[Elles sont des] formes d'organisations adoptées par les paysans et les petits producteurs agroalimentaires – coopératives, associations de producteurs, corporations agroalimentaires paysannes – en fonction d'activités productives ou de services dans une perspective « exprimée) de constituer des entreprises auto-gérées ».

Dans un contexte où plus de 90 % de l'agriculture réalisée en Amérique latine consiste en une agriculture de subsistance, la pertinence d'organisations comme les OÉCAS pour défendre les intérêts de ce secteur d'activité n'est plus à prouver. En effet, ces associations constituent une réponse à la mondialisation néolibérale et à la difficulté qu'ont les agriculteurs qui pratiquent l'agriculture familiale à trouver leur place dans le marché. Elles représentent la stratégie choisie par les petits producteurs pour avoir accès au développement.

Les OÉCAS sont des initiatives paysannes nées dans les années 1980, appuyées par les ONG et dans une moindre mesure, par l'État bolivien. Plusieurs caractéristiques les distinguent des autres types d'organisations paysannes : les membres sont des paysans ou des habitants des zones rurales et elles sont

---

<sup>18</sup> Organizaciones Economicas Campesinas (OECAS)

contrôlées par eux; elles regroupent plusieurs familles; il s'agit d'organisations constituées formellement (ou qui possèdent une coordination formelle à tout le moins); elles regroupent des producteurs qui travaillent à la transformation, à la production et à la distribution de matières premières.

Leurs activités sont nombreuses et vont de la commercialisation en commun à la production (agricole, piscicole, agroindustrielle, forestière) en passant par le contrôle de la qualité, le transport des marchandises, la négociation collective en matière de prix, l'assistance technique et le plaidoyer auprès des autorités en faveur des besoins et intérêts du secteur.

Les impacts positifs de ces regroupements sont innombrables : elles donnent du travail à un très grand nombre de personnes (entre 400 000 et 700 000 agriculteurs), ce qui représente près de 32 % de la population rurale active économiquement. Si certains les perçoivent avant tout comme un instrument de modernisation agricole, d'autres y voient également un potentiel important en terme d'interaction avec les pouvoirs publics et de participation politique des petits producteurs ruraux qui sont pour la plupart autochtones et dans une situation économique précaire. Eux qui sont le plus souvent exclus des processus politiques peuvent y prendre part de façon active et dynamique par le biais des OECAS. Il faut le dire, sans contredit, la tendance est nettement à faire de ces entités des espaces de revendication et de lutte pour le respect des droits de la classe paysanne. D'ailleurs, le mouvement paysan actuel repose en grande partie sur ce type d'organisations.

Les OECAS exigent que leurs membres financent une partie des activités des groupes, voulant ainsi que ceux-ci s'approprient réellement l'organisation. Or, encore aujourd'hui, une grande partie des fonds dont disposent les OECAS proviennent des bailleurs de fonds internationaux de la coopération internationale, rendant les organisations paysannes dépendantes des bailleurs de fonds externes.

Le rôle de l'État dans l'appui au OECAS est crucial pourtant, le gouvernement bolivien hésite à s'impliquer. Les petits producteurs savent pertinemment qu'à long terme, ils ne peuvent être compétitifs si leur pays ne l'est pas au niveau international. De la même façon, ces derniers souhaiteraient que l'État fasse une place dans le marché interne à l'agriculture familiale. Les petits producteurs savent par contre que cela nécessiterait une véritable ré-ingénierie du rôle de l'État. Pour l'heure, on en est encore bien loin (Dinámicas Campesinas, 2005).

### **3.4 L'économie sociale et solidaire dans les réseaux internationaux**

Suite à la Rencontre de Cochabamba, des représentants des mouvements d'économie sociale et du commerce équitable ont participé au Forum des petites et moyennes entreprises du Sommet des Amériques de novembre 2005. L'objectif de cette rencontre était d'en arriver à publier un document qui serait éventuellement présenté aux divers gouvernements afin de faire connaître les réussites et les défis que vivent les petites et moyennes entreprises dans leurs efforts de s'insérer dans le marché international. Ce qu'il faut savoir en fait, c'est que nombreux réseaux se mettent en place pour en arriver à renforcer la proposition altermondialiste et à mieux l'articuler.

Par exemple, la Rencontre de Cochabamba a été suivie par la Troisième Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité qui s'est déroulée à Dakar au Sénégal du 22 au 26 novembre 2005. Cette conférence a été organisée par le Réseau international pour la promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS). Cette organisation travaille depuis 2002 à préparer cet événement afin que les acteurs des mouvements d'économie sociale et du commerce équitable puissent se rencontrer et échanger mais aussi établir des partenariats. Le RIPESS travaille également à renforcer la résistance idéologique du mouvement altermondialiste dans son ensemble. Des moments comme celui de la Rencontre de Dakar sont cruciaux car ils donnent la possibilité aux divers secteurs d'articuler des propositions concrètes qui reposent sur les victoires et les défis de l'économie solidaire. Ces propositions ont pour ambition d'avoir une influence sur les politiques économiques et sociales et ainsi améliorer la qualité de vie des peuples.

Les participants de la Rencontre de Cochabamba ont donc pris part à ce mouvement international grandissant qui se veut un point de rassemblement pour tous ceux et celles qui souhaitent une répartition plus équitable des richesses de la planète et ce, dans une perspective de développement durable qui a à cœur le respect de la dignité humaine, la diversité culturelle et la démocratie. Ce qu'il faut savoir, c'est que cette rencontre n'est qu'une étape de plus vers l'élaboration de réseaux durables qui assureront une meilleure visibilité au mouvement de l'économie sociale et du développement local ainsi qu'une consolidation de celui-ci. Le prochain rendez-vous aura lieu à Bruxelles, en Belgique, en avril 2007 lors de la quatrième Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité.

## **Annexe 1 : Déclaration de Cochabamba**

Nous, les participants et les participantes de la Rencontre entrepreneuriale d'économie solidaire et commerce équitable en Amérique latine réunis à Cochabamba, en Bolivie, du 13 au 15 septembre 2005, originaires de douze pays latino-américains et caribéens, avons entrepris un dialogue et avons partagé les expériences de plusieurs réseaux et mouvements latino-américains ayant opté pour une approche d'économie solidaire et de commerce équitable. Nous nous adressons à l'opinion publique de même qu'aux gouvernements d'Amérique latine afin de déclarer ce qui suit :

Après deux décennies d'imposition par les États-Unis, les institutions financières internationales et les puissances économiques en place du modèle néo-libéral dans notre région, la pauvreté et l'exclusion ont augmenté et se sont aggravées suite aux politiques d'ajustement, aux privatisations, à la renégociation de la dette extérieure, à la réduction de la taille de l'État. Cela a eu un impact principalement sur les personnes sans salaire ainsi que sur la petite production rurale et urbaine, augmentant et aggravant du même coup les indicateurs de développement déjà inquiétants dans la région. Ces derniers, loin de se rapprocher des Objectifs du Millénaire, s'éloignent plutôt de l'accès et de la pleine jouissance des droits économiques sociaux et culturels, des droits humains sans lesquels il est impossible d'en arriver à une citoyenneté pleine et entière.

Le principal facteur de la pauvreté ne prend pas sa source exclusivement au sein des pays pauvres. Il émerge plutôt des relations internationales injustes qui s'expriment dans le monde du commerce, des finances et de l'accès aux connaissances scientifiques et technologiques, constituant de nouvelles relations de dépendance qui se consolident à travers les nouveaux Traités de libre-échange. Ceux-ci sont ratifiés bilatéralement entre les gouvernements des pays les moins développés et ceux des pays les plus avancés, au niveau mondial, dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ceux qui sont en faveur de la ratification de ces traités prétendent qu'ils constituent les bases des perspectives de croissance et de développement de nos pays en ce qui a trait aux exportations et aux investissements étrangers.

Or, en Amérique latine, des facteurs politiques et économiques contribuent à générer les conditions qui contribuent à maintenir les populations dans la pauvreté. L'élite politique a non seulement trahi la confiance des électeurs et fait de la corruption une caractéristique structurelle de nos sociétés, elle a également délégitimé le système politique en place dans notre région. Cela nous fait croire avec encore plus de force que, les pays appauvris de notre région pourront reprendre le cours de l'histoire et du

développement, si, et seulement si, nos populations en arrivent à allier la revendication à la proposition d'alternatives afin d'en arriver à un nouveau modèle social et politique où l'économie se retrouverait au service des personnes. C'est dans ce contexte que nous misons sur l'économie solidaire que nous construisons au sein des espaces locaux.

## NOUS PROPOSONS

Qu'une nouvelle stratégie de développement et de redistribution de la richesse soit mise sur pied. Cette dernière aurait pour objectifs centraux l'éradication de la pauvreté et la promotion du développement humain et serait orientée vers la création de travail et d'emploi qui respecterait les droits des travailleurs, tout en offrant un accès universel aux services publics de base. En outre, cette stratégie mettrait l'accent sur la *souveraineté alimentaire* vue comme une stratégie spécifique de promotion et de protection d'une agriculture nationale qui, profitant des ressources et des capacités disponibles, favorise la diversification des cultures, réduisant ainsi la grande dépendance envers les aliments importés et rendant possible la gestion durable au plan économique, social et écologique.

Qu'une telle stratégie doive reposer sur la reconnaissance et la mise en valeur des apports, des réussites et des leçons apprises par les entrepreneurs (es) économiques solidaires et du commerce équitable oeuvrant dans un contexte de développement local. Elle doit également approfondir et mieux comprendre la nature de la pauvreté en se mettant à la place de ceux qui la vivent afin de la percevoir non pas comme une « carence » mais bien comme un *potentiel*. C'est-à-dire miser sur leurs réalités, leurs besoins et leurs priorités.

Qu'une telle stratégie doive avoir pour base la participation de la communauté, le développement des capacités locales ainsi que l'articulation et l'appui des instances qui font la promotion du développement communautaire. Tout cela, dans le but d'améliorer les conditions sociales des groupes et des communautés. En ce sens et dans une perspective de développement social, les priorités devraient être : l'éducation, le renforcement des capacités, la génération de stratégies conçues à partir des besoins, demandes et cultures de la société ainsi que la participation de la société au processus qui mènerait à un plan ou une politique de développement social et aux droits humains intégraux.

Que *l'économie solidaire* est une nouvelle vision de l'économie qui a pour objectif principal la satisfaction des besoins sociaux. Il faut concevoir celle-ci dans une perspective d'autonomie productive, sociale et politique qui englobe les éléments suivants : a) l'organisation de la sphère locale, qui constitue le maillon fondamental du processus économique, b) la participation autogérée des travailleurs et des

travailleuses, c) la durabilité écologique comme processus permanent, d) l'association pour la production communautaire comme stratégie de prise de pouvoir des hommes et femmes de notre région pour que ces derniers soient les sujets de leur propre développement.

NOUS NOUS ENGAGEONS À :

- Promouvoir l'articulation du *Mouvement latino-américain de l'économie solidaire, du commerce équitable et de la consommation éthique* et aller de l'avant dans tout ce qui a trait à la mise en lien entre des réseaux et des expériences de commerce équitable et de consommation éthique. Pour se faire, nous devons renforcer le processus de Coordination latino-américaine.
- Dans les espaces de coordination du *Mouvement latino-américain de l'économie solidaire, du commerce équitable et de la consommation éthique*, garantir la participation équitable des producteurs, où les paysans, les autochtones, les femmes, les personnes handicapées, les détenus et tous les autres secteurs victimes d'exclusion sont particulièrement représentés.
- Favoriser la construction de Systèmes de certification participative pour l'économie solidaire et le commerce équitable dans chacun de nos pays. Cette certification adopterait pour balises des critères établis localement, tout en ayant pour objectif l'uniformisation progressive des critères au niveau latino-américain.
- Partager nos produits (sans pourtant exclure la pratique ancestrale du troc), nos technologies, les expériences réussies et les erreurs qui ont permis de construire l'histoire des organisations et entreprises auxquelles nous appartenons. La consigne est de *renforcer le commerce Sud-Sud*.
- Tisser des alliances avec ceux, qui, par leurs pratiques, annoncent une société nouvelle. Comme, par exemple, ceux qui administrent les fonds de façon équitable, utilisent des technologies respectueuses de l'environnement et dans une perspective de développement durable, promeuvent le tourisme social, favorisent l'écologie et travaillent de façon communautaire. Nous sommes convaincus que la nouvelle culture surgira de la sphère locale, à partir de la base, de l'intérieur.
- Promouvoir des alliances avec d'autres mouvements sociaux dans le but d'influencer l'orientation des politiques publiques, pour renforcer l'économie solidaire et le commerce équitable dans les milieux locaux, le pays et la région et ce, selon des principes d'équité, de transparence et de bonne gouvernance.
- Nous opposer aux certifications de la FLO dans les grandes plantations (agriculture industrielle) et aux organismes de certification de produits biologiques dans des plantations.

- Renforcer les réseaux d'économie solidaire pour poursuivre la construction du Réseau Intercontinental pour la promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS).
- Additionner nos efforts et ceux de nos organisations en vue d'événements tels le Sommet des peuples des Amériques (Mar del Plata, novembre 2005), Troisième rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité (Dakar, novembre 2005) et le Quatrième Forum social mondial (Caracas, janvier 2006).

## NOUS DEMANDONS

Aux chefs d'État et de Gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes qu'ils :

- 1- EMPÊCHENT que nos efforts d'entrepreneurs solidaires, coopératifs, associatifs oeuvrant au sein de micro, petites et moyennes entreprises, d'en arriver à une vie digne pour nos familles et nos peuples se heurtent à un système économique, social et politique qui ne porte pas le sceau de la complémentarité mais plutôt celui de la compétition inégale et sauvage.
- 2- RÉSOUVENT le problème de la scandaleuse inégalité sociale et économique de nos peuples. Nous partons de la conviction que chaque citoyenne et citoyen doit apporter ce qu'il/elle peut selon ce qu'il/elle a, de même que recevoir ce dont il/elle a besoin. Il est vrai qu'il existe des inégalités entre les pays puissants et les pays dépendants (comme les nôtres). Mais, et presque sans exception, cette inégalité est encore plus grande entre les différents secteurs de la société dans les pays que vous gouvernez. Le problème doit se régler à partir de chez nous et vous avez reçu le mandat de le résoudre.
- 3- AIENT l'audace de proposer et de favoriser au sein des instances parlementaires une profonde réforme tribulaire, qui stipulerait que ceux qui doivent avoir le plus haut taux d'imposition sont les personnes et les entreprises les mieux nanties.
- 4- RESPECTENT leur obligation de défendre la souveraineté de nos nations. L'excuse alléguant que *« nous ne pouvons pas, nous ne sommes pas dans les conditions pour le faire »* est irrecevable. La souveraineté ne se demande pas : elle se conquiert et s'exerce. La gouvernance de même que la sécurité publique sont incompatibles sans l'application de politiques prudentes et à long terme (et non pas de politiques d'urgence ou d'assistance) qui réussiraient à solutionner rapidement le chômage, la pauvreté et l'exclusion.
- 5- NE SIGNENT pas les traités de libre-échange ou d'investissement sans consulter leurs populations ou n'acceptent pas des propositions qui, au fond, sont imposées par les États-unis, l'Union européenne ou d'autres blocs économiques, ce qui met en péril notre souveraineté alimentaire et

énergétique. Toute décision que compromet l'avenir des prochaines générations doit être soumis à un référendum national.

- 6- FAVORISENT une intégration, non seulement commerciale mais aussi culturelle, sociale et politique de nos nations latino-américaines et caribéennes, laquelle doit commencer par l'approfondissement des processus d'intégration subrégionaux (CAN, MERCOSUR, MCCA et CARICOM), parallèlement à l'accélération de la convergence CAN-MERCOSUR et rendre possible le projet de Communauté sud-américaine des nations et l'Alternative Bolivarienne des Amériques (ALBA).

UNE AMÉRIQUE SOLIDAIRE EST POSSIBLE!

Cochabamba, Bolivie, le 15 septembre 2005.

## Bibliographie

### OUVRAGES GÉNÉRAUX

Beaulieu, E., Boulianne, M. (2004), **Mouvement des femmes, économie sociale et solidaire et développement local en Amérique latine**, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, 29 p.

Brassard-Duperré, M.-È. (2005), **L'économie populaire solidaire, outil de reconstruction de la paix : le cas du Chili**, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, 195 p.

Chuchryk, P. M., (1993). « **Subversive Mothers: The Women's Opposition to the Military regime in Chile** », *Surviving beyond Fear: Women, Children and Human Rights in Latin America*, New York: Marjorie Agosin, pp. 86-97

Corragio, J. L. (1999), De la Economía de los Sectores Populares a la Economía del Trabajo, **Seminaire « Economía dos Setores populares. Entre realidad e a Utopia »**, Organisé par CAPINA, CEADE, CERIS, CESE et l'Université Catholique de Salvador (UCSAL), Salvador de Bahía, Brésil, 8 et 9 novembre 1999.

Fall A.S; Favreau L. et G. Larose (dir). (2004). *Mouvement citoyen, alternatives socioéconomiques et coopération internationale dans Altermondialisation, économie et coopération internationale, Québec, Paris : Presses de l'Université du Québec/ Karthala. pp. 1-21.*

Favreau L., Lachapelle R., G. Larose et Y. Vaillancourt (2005), *L'internationalisation de l'économie sociale au 4<sup>e</sup> Xpbec j l'heure de Dakar 2005*, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, 21 p.

Massicotte M., Forces d'émancipation et démocratie participative dans les Amériques : un regard sur l'Alliance sociale continentale, **Politique et sociétés**, 2004, vol. 23, nos 2-3 : 11-43.

*Shild, V. (1994), « Recasting "Popular" Movements. Gender and Political Learning in Neighborhoods Organizations in Chile ». Latin American Perspectives. Printemps 1994. Issue 81, vol. 21 no 2, pp.59-80*

### DOCUMENTS DE TRAVAIL D'ORGANISATIONS

\_\_\_\_\_ (2005a), Document de travail de la rencontre de Cochabamba, **Economía Solidaria**, Encuentro Emprendedor de Economía Solidaria y Comercio Justo en América Latina, 2 p.

\_\_\_\_\_ (2005b), Document de travail de la rencontre de Cochabamba, **El ALCA y los TLC**, Encuentro Emprendedor de Economía Solidaria y Comercio Justo en América Latina, 2 p.

\_\_\_\_\_ (2005c) Document de travail de la rencontre de Cochabamba, **Comercio Justo**, Encuentro Emprendedor de Economía Solidaria y Comercio Justo en América Latina, 2 p.

Comercio Justo Uruguay (2005), Una alternativa viable y solidaria, dépliant de promotion du commerce équitable.

Concertación latino-americana de Comercio Justo et RIPESS, Cochabamba, 13 au 15 septembre 2005.

Meirelles L. (s.d.), Red Ecovida Agroecológica, La Certificación de Productos Orgánicos : Caminos y Descaminos, **Revista del Grupo Semillas**, no 21.

Meirelles L. (2003), **La Agricultura Orgánica y la Certificación Participativa**, Centro Ecológico IPE, 2 p.

SOS Faim-Action pour le développement (2005), Las Organizaciones Económicas Campesinas : una estrategia para el pequeño productor, **Dinámicas campesinas**, no 5.

#### **SITES INTERNET :**

**Marche mondiale des femmes (1995) Cahier de revendications de la Marche mondiale des femmes, site Internet de la Marche mondiale des femmes, [www.marchemondiale.org/fr/cahier/index.html](http://www.marchemondiale.org/fr/cahier/index.html), consulté le 17 décembre 2005.**

Pénélopes, **ASARBOLSEM**, site Internet consulté le 16 décembre 2005, [www.penelopes.org/xbreve.php3?id\\_article=5793](http://www.penelopes.org/xbreve.php3?id_article=5793)

#### **TÉMOIGNAGES DE PERSONNES-RESSOURCES**

González L. (2005) **El Grupo Salinas (Ecuador)**, Conférence « Encuentro Emprendedor de Economía Solidaria y Comercio Justo en América Latina », organisé par RENACC-Bolivia, Mesa de Concertación latino-americana de Comercio Justo et RIPESS, Cochabamba, 13 au 15 septembre 2005.

Ortiz, H. (2005), **Économía Solidaria y Desarrollo**, Conférence « Encuentro Emprendedor de Economía Solidaria y Comercio Justo en América Latina », organisé par RENACC-Bolivia, Mesa de Concertación latino-americana de Comercio Justo et RIPESS, Cochabamba, 13 au 15 septembre 2005.

Primavera, H. (2005), **Moneda social en Argentina**, Conférence « Encuentro Emprendedor de Economía Solidaria y Comercio Justo en América Latina », organisé par RENACC-Bolivia, Mesa de Concertación latino-americana de Comercio Justo et RIPESS, Cochabamba, 13 au 15 septembre 2005.

Rodríguez A. (2005), **Asociación Artesanal Señor de Mayo (Bolivia)**, Conférence « Encuentro Emprendedor de Economía Solidaria y Comercio Justo en América Latina », organisé par RENACC-Bolivia, Mesa de Concertación latino-americana de Comercio Justo et RIPESS, Cochabamba, 13 au 15 septembre 2005.

Sirumbal, L. (2005), **Globalización e integración de los mercados, TLC-ALCA y su impacto en la Economía Solidaria**, Conférence « Encuentro Emprendedor de Economía Solidaria y Comercio Justo en América Latina », organisé par RENACC-Bolivia.